



REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Grève générale jusqu'au retrait



31 mars 2016, Lille, photo La Voix du Nord

Pour vaincre le gouvernement au service de la bourgeoisie p. 2

Appel de Strasbourg à la grève générale p. 4

À bas l'accord UE-Turquie contre les migrants ! p. 6

Accords de Paris sur le climat : vœux pieux avant la catastrophe p. 8

Le renouveau du fascisme en Autriche p. 11

La Côte d'Ivoire et l'impérialisme français p. 13

Correspondance du Brésil p. 18

1965-1966 : le massacre oublié de 500 000 communistes en Indonésie p. 20

Deux tracts contre le projet de loi travail, pour la grève générale p. 5 & 28

Pour vaincre le gouvernement au service de la bourgeoisie, grève générale !

La grève de masse n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. (Rosa Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat, 1906)

Depuis l'élection de François Hollande en 2012, le gouvernement Hollande-Ayrault puis le gouvernement Hollande-Valls ont montré la servilité avec laquelle ils servent la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Ce dernier a renforcé son offensive depuis fin 2015, en limitant drastiquement les libertés démocratiques et en s'en prenant aux droits des travailleurs. La classe ouvrière et la jeunesse tentent de résister à la nouvelle offensive de précarisation, de vaincre le gouvernement.

Un gouvernement PS qui limite les libertés démocratiques

Les attentats terroristes se sont multipliés au cours de la dernière année au Nigéria, au Kenya, en Tunisie, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Mali, en Libye, en Somalie, au Tchad, en Turquie, en Syrie, en Irak, au Liban, au Pakistan, en Afghanistan, aux États-Unis, en Belgique...

À cause des interventions militaires de la bourgeoisie française (Libye, Mali, Centre-Afrique, Irak, Syrie...), la population française a aussi subi des attaques des fanatiques réactionnaires : enfants israélites dans une cour

de récréation, artistes antimilitaristes et antiracistes de *Charlie Hebdo*, Juifs faisant leurs achats, travailleurs et étudiants se distrayant au stade, en salle de concert, en terrasse de café ou de restaurant... Ceux de 2015 ont servi de prétexte au gouvernement Hollande-Valls pour réaliser une union nationale avec les députés (se levant tous pour entonner *La Marseillaise* en janvier et en novembre), avec les « partenaires sociaux » en janvier (des Sud au Medef), avec tous les partis (des sociaux-patriotes du Pcf jusqu'aux néofascistes du Fn). L'union sacrée a servi à s'en prendre violemment aux libertés démocratiques en instaurant un État policier – l'état d'urgence – en cherchant à rendre possible la privation de nationalité, puisée dans le programme du Fn. Qu'il n'ait pas réussi à constitutionnaliser ces offensives relève plus de manœuvres que d'un désaccord sur la restriction des libertés et le renforcement de l'appareil répressif de l'État bourgeois (armée, services secrets, police...).

Il n'en reste pas moins que l'état d'urgence, mis en oeuvre grâce aux voix de la quasi-totalité des parlementaires du Ps, du Pcf et du Pdg, est toujours en application ; il a été prolongé pour trois mois début février. Cela signifie que des perquisitions administratives sont pratiquées (sans même l'aval d'un juge), que des personnes sont obligées de pointer à la police trois fois par jour (assignations à résidence), que les préfets ont le droit s'ils le souhaitent d'interdire des manifestations, de fermer des salles de spectacle, d'interdire des réunions...

L'objectif du gouvernement est de faire peur aux travailleurs et aux jeunes, de diviser en stigmatisant les étrangers... C'est dans le même but que huit anciens salariés de Goodyear ont été condamnés à neuf mois de prison ferme – sur demande du gouvernement, la direction de l'entreprise avait retiré sa plainte – pour avoir défendu leur emploi.

C'est ce même gouvernement Ps-Prg qui soutient le patronat, notamment celui d'Air France, qui occupe de fait le Mali, qui bombarde la Syrie et l'Irak, qui frappe les lycéens et qui assassine Rémi Fraisse, qui est doux avec les riches (les fraudeurs fiscaux ne sont guère inquiétés) et dur avec les pauvres.

C'est ce même gouvernement qui divise les travailleurs et persécute la fraction la plus exploitée du prolétariat en expulsant à tour de bras les étrangers – en 2015, 17 000 personnes ont été éloignées par la force, contre 12 000 en 2011 (sur un total de 27 000 expulsions en 2014, un chiffre équivalent à ceux de Sarkozy) –, qui valide le contrôle au faciès, qui complexifie la vie des travailleurs étrangers en dématérialisant les demandes

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : **Étienne Valyl**

ISSN : 2273-8762



Pour adhérer ou soutenir, écrire à : **ReSo**

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, italien, russe, turc : revolucjonpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015
avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

et renouvellements de titre de séjour, qui parque les réfugiés dans les camps avant de les démanteler – l'exemple de Calais est emblématique, un juge ayant même conclu à « *une atteinte grave et manifestement illégale* » au droit de la population du camp « *à ne pas subir de traitements inhumains et dégradants* » (*Mediapart*, 9 novembre 2015) –, qui limite encore la circulation des travailleurs en rétablissant les contrôles aux frontières dans l'espace Schengen, qui envoie les réfugiés dans les bras du gouvernement islamiste et de l'État policier turc d'Erdogan...

Un gouvernement PS qui veut augmenter l'exploitation

Depuis le 22 février, les organisations syndicales ont accepté de se mettre à table avec les organisations patronales pour négocier une nouvelle convention de l'assurance-chômage, qui est une offensive supplémentaire contre les travailleurs privés d'emploi. Elle a été précédée d'un rapport de la Cour des comptes, préconisant une baisse des allocations chômage et une réduction de la durée d'indemnisation. Ces propositions ont été reprises par le gouvernement et Hollande les a même établies comme axe de la négociation « *je leur fais confiance pour aboutir à la signature d'une nouvelle convention sur ces bases* » (*La Tribune*, 22 janvier 2016). Cela n'a pas empêché toutes les directions syndicales d'envoyer leurs représentants.

Pour les capitalistes, le Code du travail, malgré 35 ans de lois favorables aux patrons, contient encore trop de dispositions issues des poussées révolutionnaires de 1944 et 1968 qui pèsent sur le taux de profit. Dès le 11 janvier, plusieurs organisations patronales demandaient au gouvernement d'« assouplir » (c'est-à-dire précariser) le contrat de travail, de limiter les indemnités pour licenciement abusif, de réduire encore les cotisations patronales... c'est-à-dire de faciliter les licenciements et de réduire le salaire différé. S'appuyant sur le rapport commandé par Valls au Conseiller d'État Jean-Yves Combexelle, qui avait d'ailleurs reçu les directions syndicales avant de remettre son rapport en septembre 2015, le gouvernement a répondu le 25 janvier par le rapport Baudinier dont l'article premier énonce que « *des limitations aux libertés et droits fondamentaux de la personne sont justifiées par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise* ».

C'était le prélude au projet de loi El Khomri que toutes les directions syndicales ont négocié durant des semaines avec le gouvernement. Son axe est l'accroissement de l'exploitation, par la flexibilité de l'emploi, du temps de travail et des salaires ; par l'inversion de la hiérarchie des normes, c'est-à-dire la possibilité pour des accords d'entreprise de primer sur la loi et sur les conventions collectives même s'ils sont plus défavorables aux salariés.

L'avant-projet de loi, qui vise à utiliser « *le dialogue social pour rendre les entreprises plus compétitives* » (Myriam El Khomri, *Le Monde*, 18 février 2016), proposait de réduire la majoration des heures supplémentaires de 25 à 10 %, d'augmenter la durée quotidienne du travail jusqu'à douze heures, de plafonner à quinze mois – contre trente actuellement – les indemnités prud'homales en cas de licenciement injustifié, de rendre possible une consultation des salariés par referendum pour un accord ayant obtenu l'approbation d'organisations ne représentant que 30 % du personnel, d'augmenter la durée du travail et de baisser les salaires...

La classe ouvrière et la jeunesse résistent

Le patronat exprimait la satisfaction de voir le gouvernement se plier, une fois de plus, à ses exigences.

Les directions syndicales, réunies en intersyndicale le 24 février, ne demandaient pas le retrait du projet. Pour éviter la grève générale qui balayerait le projet et menacerait le gouvernement, les directions de l'Unef, de la Cgt, de Fo, de la Fsu, de Solidaires ont recouru, avec le soutien du Pdg, du Pcf, de Lo, du Npa, du Poid, du Poi, etc. à l'exutoire d'une « journée d'action » le 9 mars. En même temps, elles se rendaient aux convocations du gouvernement pour discuter de nouveau du projet.

Les numéros un des syndicats CFTC, FO, CGT, CFDT, et côté patronal CGPME, se sont succédés à Matignon pour des entretiens avec le chef du gouvernement, entouré des ministres Myriam El Khomri (Travail) et Emmanuel Macron (Économie). Les concertations se poursuivront



7 mars, la direction de la CGT puis celle de FO discutent du projet avec le gouvernement qui les a convoquées à Matignon

mardi avec la CFE-CGC (cadres) et le Medef, et mercredi avec l'UPA (artisans) et l'Unsa, avant une réunion plénière le 14 mars. (Les Échos, 7 mars)

Devant la mobilisation des travailleurs et des jeunes, le pouvoir a opéré un repli tactique en retirant certains aspects du projet (notamment, sur le caractère obligatoire du barème prud'homal) tout en laissant intact l'essentiel du texte. Cela lui a permis d'utiliser l'opportunité division syndicale- « *Ce n'est pas un front syndical uni qui appelle à manifester aujourd'hui* » (Myriam El Khomri, *Bfm tv*, 31 mars 2016) -, puisque la direction de la Cfdt (aux côtés de celle de l'Unsa) s'estimait satisfaite, alors que la direction de la Cgt, de Fo, de Solidaires et de l'Unef organisaient la diversion en appelant à une succession de journées d'action (le 17 mars, le 24 mars, le 31 mars). En réalité, ces directions cherchent toutes à défendre le gouvernement, soit en soutenant ouvertement le projet, soit en misant sur l'essoufflement par la tactique des journées d'action.

Comme les bureaucraties syndicales empêchent la grève générale et se déclarent prêtes « *à remettre tout à plat* », le gouvernement cherche à effrayer la jeunesse - les directions d'organisations de jeunesse ont une influence assez faible et risquent de se faire facilement déborder - pour entraver la mobilisation, en empêchant les assemblées générales étudiantes de se tenir, en exerçant la plus grande violence contre les jeunes qui occupent des lycées, des universités. Les manifestations du 31 mars (plus de 250) ont réuni plus d'un million de manifestants, avec de multiples grèves dans le secteur privé comme dans le public.

Dans leur communiqué commun au soir des manifestations, les directions Cgt, Fo, Fsu, Solidaires, Unef, Unl et Fidl... présentent « *leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions* » et appellent à de nouvelles journées d'action le 5 avril, le 9 avril, etc., toujours avec le soutien du Pdg, du Pcf, d'Ensemble, du Poid, du Npa, de Lo...

Cependant, des journées d'action, des grèves d'un jour, y compris reconductibles, n'ont jamais fait reculer aucun gouvernement, précisément parce qu'elles s'opposent à la grève générale.

Pour contrer ces manœuvres, il faut tracer la voie pour les travailleurs et pour les jeunes, en imposant aux directions le mot d'ordre de grève générale pour faire céder le gouvernement.

- Retrait du projet de loi El Khomri ! Assemblées générales démocratiques partout ! Grève générale ! Coordination des comités de grève élus !
- Fin de l'état d'urgence ! Défense des grèves, des manifestations, des réfugiés contre la police et les fascistes !
- Retrait des sanctions contre tous les travailleurs qui défendent leurs droits, notamment ceux de Goodyear et d'Air France !
- Boycott de la négociation de la convention d'assurance-chômage !
- Interdiction des licenciements ! Diminution du temps de travail et embauche des chômeurs ! Échelle mobile des salaires et des heures de travail !
- Libre entrée des réfugiés ! Libre circulation de tous les travailleurs !
- Contrôle des travailleurs sur la production, la distribution et la finance !

Ce n'est qu'en posant la question du pouvoir que la classe ouvrière pourra faire aboutir ces mots d'ordre, qu'elle pourra poser les jalons vers l'établissement d'un gouvernement ouvrier. Tel est le programme qu'un parti ouvrier révolutionnaire, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, défendrait s'il existait. Sa création est plus que jamais nécessaire.

31 mars 2016

Appel de Strasbourg à la grève générale pour le retrait de la « loi Travail »

Nous, 400 lycéen-ne-s, étudiant-e-s, personnels, sans-emploi, précaires, salarié-e-s du public et du privé, réuni-e-s en Assemblée générale unitaire le 24 mars 2016, à l'Université de Strasbourg :

1. condamnons les violences policières commises sur tout le territoire français et en particulier sur les campus universitaires ;
2. exigeons l'abandon des poursuites pénales contre les manifestant-e-s ;
3. demandons la levée immédiate de l'état d'urgence qui sert de prétexte à la répression des mouvements sociaux ;
4. exigeons l'abandon du projet de déchéance de nationalité ;
5. dénonçons les sanctions contre les lycéen-ne-s et exigeons leur abandon ;
6. demandons le droit de grève pour les lycéen-ne-s ;
7. demandons le passage de la durée du temps de travail à 32h hebdomadaire ;
8. exigeons le retrait sans condition de la « Loi Travail ».

Nous appelons tous les étudiants et personnels de l'université, les salariés du public et du privé, à se mettre en grève générale jusqu'au retrait de la « loi-Travail ».

Tract du GMI du 23 février Retrait du projet de loi Hollande Valls El Khomri ! Pas touche aux chômeurs !

Le capital, pour redresser le taux de profit, s'acharne à anéantir les conquêtes antérieures et toute entrave à l'exploitation. C'est le sens des exigences émises par sept organisations patronales le 11 janvier, auxquelles Hollande a répondu favorablement une semaine plus tard, et auxquelles le rapport remis le 25 janvier par l'ancien ministre Badinter cédait en affirmant que « *des limitations aux libertés et aux droits fondamentaux de la personne peuvent être justifiées par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise* » (article 1^{er}).

Le 18 février, Myriam El Khomri, ministre du travail, présentait un avant-projet de loi dit « *sur la négociation collective, l'emploi et le travail* », dans l'objectif de « *rendre les entreprises plus compétitives*. » Le texte répond favorablement à toutes les demandes du patronat. Il inverse la hiérarchie des normes, ce qui signifie que des accords d'entreprise, presque toujours signés dans un rapport de force beaucoup plus favorable au patronat, pourront avoir priorité sur la loi.

Le patronat veut augmenter la durée de travail ? Le texte propose d'augmenter la durée hebdomadaire maximale à 60 heures.

Le patronat veut diminuer les indemnités prud'homales ? Le texte propose de diviser par deux le maximum d'indemnités pouvant être versé.

Le patronat veut que des accords minoritaires soient validés par référendum ? Le texte permet de soumettre à référendum des accords signés par des organisations ne représentant que 30 % du personnel.

Le patronat veut augmenter la durée du travail et baisser les salaires ? Il en avait déjà le pouvoir avec les « accords de maintien dans l'emploi », le projet en élargit le champ.

Le patronat veut faire travailler des apprentis mineurs plus de 8 heures par jour ? Le projet l'y autorise.

Le patronat souhaite pouvoir licencier encore plus facilement ? Grâce au gouvernement PS-PRG de Hollande-Valls, il n'aura plus qu'à se justifier en invoquant la sauvegarde de sa compétitivité.

La direction de la Cfdt juge le texte « *déséquilibré* » et celle de la Cgt parle d'une « *loi du XIX^e siècle* ». Pourtant, les conquêtes ouvrières ne viennent pas d'un souci de « *l'équilibre* », mais de la lutte de classe contre la bourgeoisie (lutte de la 2^e Internationale pour limiter la journée de travail à 8 heures, grève générale de 1936, armement du peuple en 1944, grève générale de 1968...). Pourtant, ce gouvernement ne préserve pas « *l'équilibre* » antérieur entre capital et travail, mais le modifie systématiquement au profit du capital. Pourtant, toutes les bureaucraties syndicales se sont associées à l'élaboration de ce « *projet du XIX^e siècle* ». Philippe Martinez juge ne l'avoir pas été assez ; il se plaint de n'avoir « *vu la ministre que deux heures* » comme si trois heures d'entretien poli, sur convocation du gouvernement, auraient changé la politique que

le gouvernement mène avec constance et avec la caution toujours renouvelée de tous les chefs syndicaux.

Depuis le 22 février, les « partenaires sociaux » se penchent sur le déficit du régime d'assurance-chômage (Unedic). Celui-ci découle des licenciements des patrons et non du goût pour « *l'assistanat* » des travailleurs comme les en accusent le FN et LR. Puisque toutes les directions syndicales sont d'accord pour ne pas pénaliser le capitalisme français en exigeant l'augmentation des cotisations patronales (qui serait une forme d'augmentation des salaires), la « négociation » sera forcément au détriment des chômeurs.

Sur le papier, ce sont les syndicats et le patronat qui gèrent l'Unedic... mais rien ne peut se faire sans l'aval de l'État... Le président de la République a invité, le 18 janvier, les organisations d'employeurs et de salariés à mettre au point une nouvelle convention en rappelant qu'en France, la durée d'indemnisation est la plus longue d'Europe... (Le Monde, 23 février)

Ce gouvernement est l'ennemi des travailleurs, qu'ils soient du camp de Calais, de Goodyear, d'Air France ou d'ailleurs, qu'ils aient un emploi ou qu'ils en cherchent un. De même que l'état d'urgence, imposé en janvier avec le soutien de toutes les bureaucraties syndicales et de tous les partis politiques d'origine ouvrière (PS, PdG, PCF), est en fait une violation des libertés démocratiques et une discrimination sur une base religieuse et ethnique, la diminution des allocations-chômage et le projet de loi Hollande-Valls- El Khomri sont une offensive de grande ampleur contre les droits des travailleurs. Aucune direction syndicale ne doit accepter de poursuivre la négociation de ce projet ou le plan du gouvernement contre les chômeurs. Dire comme les directions syndicales le font « *que ce texte n'est pas acceptable en l'état* », c'est indiquer par avance qu'elles se disposent à le négocier à la marge, comme Hollande le souhaite.

Ni négociable, ni amendable, retrait pur et simple du projet de loi ! Aucune diminution des droits des chômeurs !

Alors que Valls vient, le 23 février, de déclarer qu'il irait jusqu'au bout pour faire passer la loi, les directions syndicales, réunies le même jour, n'exigent même pas son retrait :

Les organisations signataires ne sont pas satisfaites de ce projet... Les organisations signataires, conscientes des enjeux et des responsabilités du mouvement syndical sont porteuses de propositions et sont disponibles pour engager le dialogue... (CGT, CFDT, Solidaires, FSU, UNSA, 23 février)

Dans les syndicats, dans les assemblées générales, les travailleuses et les travailleurs doivent s'organiser pour imposer leur volonté contre tous les bureaucrates corrompus, pour préparer la grève générale jusqu'au retrait du projet Hollande-Valls- El Khomri.

Non à la forteresse Europe : ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants !

Depuis le 1^{er} janvier 2016, 132 000 personnes sont entrées en Europe (dont plus de 100 000 par la Grèce), soit trente fois plus que l'année précédente pendant la même période. Dans leur quasi-totalité, elles fuient les guerres, la misère ou les persécutions dont les puissances impérialistes, en particulier celles de l'Union européenne, sont les principales responsables. Depuis 2015, ce sont plus d'un 1,2 million de demandeurs d'asile qui ont été enregistrés par l'Union européenne. Depuis deux ans, 7 000 d'entre eux ont perdu la vie aux portes de l'Europe, dont plusieurs centaines se sont noyés.

Ils et elles sont traités de manière absolument inhumaine, comme récemment l'évacuation violente d'une partie de la « jungle » de Calais par des CRS. Les gouvernements bourgeois européens « démocratiques » de Merkel, Hollande, Cameron, Renzi... appliquent le programme des Pegida, du FN, du BNP, de l'UKIP, du FPÖ, des PS (Vrais Finlandais), du Jobbik, de l'XA (Aube dorée), du PVV, des SD... : l'assassinat massif par noyade des Arabes, des Noirs et des Afghans, l'apartheid pour les survivants.

Les gouvernements capitalistes repoussent et expulsent les réfugiés syriens

Lors du sommet européen du 7 mars, la chancelière allemande Merkel a présenté un plan anti-migrants qui propose d'expulser vers la Turquie tout réfugié arrivé « illégalement » en Grèce. Ce plan « germano-turc » a été négocié directement par Berlin et Ankara puis a été accepté par les 28 gouvernements de l'Union européenne. Il prévoit de renvoyer vers la Turquie tous les Syriens arrivés en Grèce par les réseaux de racket des passeurs pour, plus tard, instaurer un « corridor humanitaire » selon le principe « 1 Syrien admis contre 1 Syrien expulsé ». Les expulsés seront alors parqués en Turquie où plus de 2,7 millions de personnes vivent déjà dans des camps. Pour aboutir, le sommet du 7 mars a prévu de financer à hauteur de 6 milliards d'euros le gouvernement islamiste turc et de faciliter l'obtention de visas pour ses ressortissants.

Ce plan barbare d'expulsion et de renvoi des réfugiés fait suite aux diverses mesures nationalistes que chaque bourgeoisie européenne a mises en place, au mépris des règles de l'UE (Accord de Schengen), contre les prolétaires venus d'Asie et d'Afrique. Incapables d'accueillir 2 à 3 millions d'êtres humains (pour une population européenne de 500 millions) la plupart des États bourgeois européens a rétabli les contrôles à leurs frontières, imitant le gouvernement Orbán de Hongrie qui l'avait inauguré en 2015. Pour y parvenir, les mêmes qui se vantaient d'avoir fait tomber le mur de Berlin érigent des barbelés, lâchent les chiens policiers à la fois dans l'es-

pace de Schengen et à ses frontières, enferment les immigrés.

Les accords de Schengen explosent. Sept pays de cet espace ont déjà rétabli des contrôles à la frontière (France, Allemagne, Belgique, Autriche, Danemark, Norvège, Suède). Le président du Conseil européen, Donald Tusk a clairement averti les réfugiés qu'ils ne sont pas les bienvenus en leur criant « *ne venez pas en Europe !* » (*Le Monde*, 3 mars 2016). Comme les pays des Balkans ont suivi la décision de l'Autriche de fermer ses frontières, les chefs d'Etat ont validé le blocage des réfugiés sur le sol grec : « *Les flux irréguliers de migrants le long de la route des Balkans occidentaux ont désormais pris fin* » (*Déclaration des Chefs d'Etats de l'Union européenne*, 7 mars 2016). Pour trier et expulser tous ces travailleurs, le gouvernement grec a ouvert des centres de tri, l'UE les finance à hauteur de 300 millions d'euros au titre d'une « aide humanitaire ». En 2016, l'UE a aussi renforcé sa police en Méditerranée (Frontex) et à la demande de Merkel, l'OTAN avec les marines anglaise, française patrouillent depuis février en Mer Egée pour « sauver » les embarcations d'immigrés et les « ramener en Turquie ».

Les mesures xénophobes menacent de s'étendre aux ressortissants de l'UE. Ainsi le gouvernement Cameron exige pour maintenir la Grande-Bretagne dans l'UE que les travailleurs des autres pays membres aient le droit de se faire exploiter, mais pas de bénéficier de la protection sociale avant 7 ans de présence sur le territoire.

La classe ouvrière doit s'unir pour imposer l'ouverture des frontières et l'arrêt des bombardements impérialistes !

Le système impérialiste mondial, c'est-à-dire les groupes capitalistes mondiaux et les États qui servent les intérêts des capitalistes de leur pays (États-Unis, Chine, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Russie...), maintient la plus grande partie du monde dans la misère. Les États impérialistes interviennent militairement dans les pays dominés (Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Mali...). Des puissances régionales (Arabie saoudite, Iran, Israël...) qui sont liées à certains d'entre eux prennent part à des guerres dans d'autres pays (Syrie, Irak, Yémen...), voire colonisent (Palestine).

L'impérialisme est la principale cause des migrations de millions de travailleuses, travailleurs et de jeunes vers l'Europe (ou l'Amérique du Nord). Le capitalisme pourrissant porte en lui le fascisme. Les partis xénophobes et fascistes poussent jusqu'au bout la logique raciste des partis bourgeois « démocratiques », se ren-

forcent dans les élections. Les bandes nazies attaquent les immigrés en Grèce, en Allemagne, en Suède... Au Proche-Orient, les bandes islamo-fascistes encouragées hier (EI-Daech) ou encore aujourd'hui (Al-Nosra) par les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, Israël, la Turquie et les monarchies du Golfe s'en prennent au mouvement ouvrier, aux femmes, aux minorités religieuses et nationales...

Seule la classe ouvrière est aujourd'hui progressiste. Seule elle peut rompre avec le capitalisme en déclin, pour qui il y a trop d'êtres humains en regard des perspectives de profit, seule elle peut assurer le développement des pays dominés, satisfaire tous les besoins de base par la collectivisation des moyens de production et la planification par les producteurs, ménager l'environnement de l'espèce humaine. Les travailleurs migrants font partie de la classe ouvrière au même titre que sa composante nationale d'origine, leur lutte est la même.

Il faut renouer avec l'internationalisme prolétarien, construire une internationale ouvrière révolutionnaire. Dans toute l'Europe, tous les syndicats de salariés, tous les partis d'origine ouvrière doivent exiger :

- À bas le plan de l'UE d'expulsion des réfugiés syriens ! Fermeture des camps de rétention ! Liberté de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles ! Liberté de circulation et de séjour pour les étudiants qui désirent visiter l'Europe ou s'y former !



- Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !
- Arrêt des bombardements et des interventions en Syrie et en Irak des forces spéciales et des armées américaine, russe, belge, britannique, danoise, française, néerlandaise ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines, russes, françaises et britanniques de la région !
- Assez de persécution policière des réfugiés et des Roms ! Abolition des lois xénophobes ! Dissolution de Frontex ! Organisation de la défense conjointe entre travailleurs nationaux et migrants contre la répression policière et les agressions fascistes et racistes !
- États-Unis socialistes d'Europe, Fédération socialiste de la Méditerranée !

9 mars 2016

CoReP (Autriche, France, Pérou) & TML (Brésil)

Reims : victoire pour la régularisation de Roman

Roman, originaire de Vladivostok, est étudiant en première année de licence économie-gestion à la faculté de Sciences économiques, sociales et de gestion de l'URCA. Malgré certaines difficultés, notamment d'ordre linguistique, il est parvenu à valider plusieurs unités d'enseignements (dont économie et droit) lors de sa première année de présence, et il vient d'obtenir son premier semestre.

Malgré son assiduité et son sérieux, le préfet de la Marne avait décidé son expulsion pour le 21 janvier. Cette procédure d'expulsion mettait sa vie en péril. Il risque l'emprisonnement en retournant en Russie car il a refusé de faire son service militaire, craignant des violences liées à son origine en partie ukrainienne.

Face à cette situation, les étudiants et les personnels se sont organisés. Une pétition à l'initiative du Réseau université sans frontières a reçu près de 1000 signatures, un collectif s'est constitué, avec l'Unef, le SnesUp, la Cgt, le PdG, le PCF, le MJS... Plusieurs enseignants ont apporté leur soutien, y compris le président de l'université. Plusieurs rassemblements de soutien ont eu lieu ; une manifestation a réuni 200 personnes mercredi 3 février sur le campus avec pour mot d'ordre la régularisation de Roman.

Le préfet de la Marne a cédé vendredi 5 février en accordant à Roman un titre de séjour.

Tout étudiant étranger régulièrement inscrit à l'université doit bénéficier d'un titre de séjour devant lui permettre d'aller au terme de son diplôme.

Les étudiants étrangers doivent bénéficier des mêmes droits que les étudiants français, en particulier le droit aux redoublements et à la réorientation.

La préfecture ne saurait être juge du parcours universitaire des étudiants étrangers ; seules les équipes pédagogiques sont habilitées à évaluer la qualité des résultats et des parcours universitaires de ceux-ci.

4 mars 2016

Accord de Paris sur le climat : voeux pieux avant la catastrophe

Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus... À chaque pas, les faits nous rappellent que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang et notre cerveau, que nous sommes en son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage nous avons sur les autres espèces de connaître ses lois et de pouvoir les appliquer judicieusement. (Friedrich Engels, « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme », 1876, *Dialectique de la nature*, Éditions sociales, p. 180-181)

Réunion au sommet des représentants des pollueurs militaires et capitalistes

La Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP21) s'est tenue au Bourget du 30 novembre 2015 au 11 décembre 2015, sous l'état d'urgence, alors que les manifestations prévues à cette occasion étaient interdites et que des militants pour le climat étaient assignés à résidence. Elle a abouti *in extremis* à un accord que Laurent Fabius qualifia d'« ambitieux et équilibré », « juste, durable, dynamique et juridiquement contraignant » (*Le Monde*, 12 décembre 2015). Celui-ci fut quasi-unanimement salué comme une avancée historique, ainsi François Hollande affirma :

Le 12 décembre 2015 restera une grande date pour la planète. A Paris, bien des révolutions se sont déroulées, mais aujourd'hui, c'est la plus belle des révolutions, la plus pacifique, la révolution pour le changement climatique. (*Le Monde*, 12 décembre 2015)

Le texte se présente sous la forme d'un accord formé d'un préambule et de 29 articles (divisés en paragraphes numérotés), précédé d'une décision en 140 points. Comme le montrera l'examen de son contenu, l'accord n'est pas aussi « ambitieux » et « juridiquement contraignant » que ne l'affirme son initiateur, ce sera à nouveau du « trop peu, trop tard ». Mais l'ONU sait masquer sa servilité et l'indigence de sa politique grâce à sa maîtrise de la langue de bois, notamment par un verbiage alignant tous les poncifs du « politiquement correct » :

Les Parties reconnaissent que l'action pour l'adaptation devrait suivre une démarche impulsée par les pays, sensible à l'égalité des sexes, participative et

totallement transparente, prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables, et devrait tenir compte et s'inspirer des meilleures données scientifiques disponibles et, selon qu'il convient, des connaissances traditionnelles, du savoir des peuples autochtones et des systèmes de connaissances locaux, en vue d'intégrer l'adaptation dans les politiques et les mesures socioéconomiques et environnementales pertinentes, s'il y a lieu. (article 7, paragraphe 5)

L'institution sait aussi se parer de toutes les vertus humanitaires et démocratiques qu'elle n'a jamais fait respecter. Tout est dans le conditionnel :

Les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations. (Préambule)

Limiter le réchauffement à moins de 2 °C ?

L'Accord de Paris se donne pour objectif « la riposte mondiale à la menace des changements climatiques [...] en contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C » (article 2). Il est ouvert à la signature du 22 avril 2016 au 21 avril 2017, et il entrera en vigueur 30 jours après avoir été entériné par 55 parties représentant au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, donc probablement en 2017.

Comme le remarque Sylvestre Huet dans *Libération* du 29 décembre 2015 (« La chaleur fait des vagues »), il est trop tard pour 1,5 °C. En effet, la température a déjà augmenté d'environ 1 ° depuis la période préindustrielle, le potentiel de réchauffement des gaz à effet de serre déjà contenus dans l'atmosphère se monte à 0,3 ° par rapport à aujourd'hui, et l'usage de technologies moins polluantes fera disparaître les particules fines réfléchissantes qui actuellement refroidissent le climat de 0,3 °. Donc, même si l'humanité cessait du jour au lendemain, d'émettre le moindre gaz à effet de serre, on aurait dépassé 1,5 ° en 2100.

Qu'en est-il des 2 ° ? L'Accord de Paris repose essentiellement sur l'amélioration de ce qu'on appelle la

« contribution prévue déterminée au niveau national » (CPDN) de chaque partie (État ou groupe d'États), c'est-à-dire son engagement détaillé et chiffré de réduction des émissions. Les parties devront actualiser d'ici 2020 leur CPDN, et ensuite tous les 5 ans ; chaque nouvelle contribution devra présenter une « progression » par rapport à la précédente, mais celle-ci n'est pas quantifiée, donc une amélioration minimale se conformera au texte. Par ailleurs les parties sont aussi invitées à communiquer au secrétariat d'ici 2020 « *leurs stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre à long terme* ». Pour évaluer la mise en oeuvre de l'accord, la Conférence des Parties procèdera à son premier bilan mondial en 2023 et tous les cinq ans par la suite.

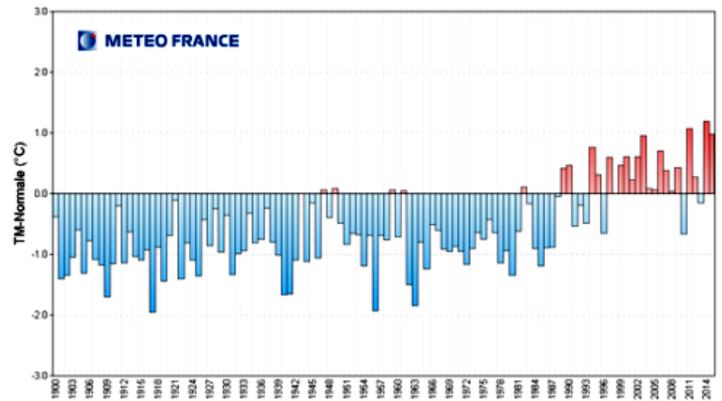
Or les CPDN de la quasi-totalité des parties ne sont pas compatibles avec l'objectif de limitation du réchauffement à 2 °, en moyenne elles donneraient environ 2,7 °. L'organisation Climate Action Tracker a évalué 32 CPDN, qui couvrent 81 % des émissions, et seuls 5 petits États couvrant 0,4 % des émissions sont classés suffisants : Bhoutan, Costa Rica, Éthiopie, Gambie et Maroc.

Les climatologues s'entendent sur le fait qu'il faut agir sans délai, et ne pas attendre 2020. Comme le dit Jean Jouzel, ancien vice-président du Comité scientifique du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) :

Ma déception, c'est le pré-2020 (date d'entrée en vigueur de l'accord). C'est essentiel d'agir aussi avant 2020 et il n'y a pas de réelle ambition sur ce point-là. L'accord n'impose pas de révision des engagements actuellement pris par les pays (qui placent le monde sur une trajectoire de trois degrés) avant 2025. Ce sera trop tard pour le 1,5°C et très difficile pour le 2 °. Le seul espoir, c'est qu'il y a une invitation à remonter l'ambition avant 2020, mais c'est une simple invitation... (Goodplanet Info, 12 décembre 2015)

L'inconséquence des politiques prévues d'ici 2030 a été montrée en ce qui concerne les projets de développement de centrales au charbon (« The Coal Gap: planned coal-fired power plants inconsistent with 2°C and threaten achievement of INDCs », *Climate Action Tracker*, 1 décembre 2015). Même sans construire de nouvelles centrales, en maintenant seulement celles qui existent, en 2030 on dépasserait de 150 % le plafond compatible avec l'objectif de limitation du réchauffement à 2 °, mais en construisant toutes celles qui sont prévues, on le dépasserait de 400 %, les centrales rejetant alors 12 gigatonnes de CO₂ par an. En fait, au lieu de diminuer, la capacité des centrales au charbon augmenterait de 40 % d'ici 2030 ! L'organisation préconise d'annuler tous les projets de construction de nouvelles centrales au charbon, de ne plus délivrer de nouvelles autorisations, d'anti-

1900 à 2015



ciper le démantèlement des anciennes centrales, et finalement de complètement décarboner le secteur de l'énergie d'ici 2050.

Il a beaucoup été question de justice et d'équilibre entre pays dominants et dominés. Ainsi il est demandé « fermement » aux « *pays développés d'amplifier leur aide financière* » dans l'objectif de contribuer collectivement pour 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Mais on peut supposer que dans un contexte de crise économique, les différents États impérialistes se rejettent mutuellement la balle, comme lors de la COP15 à Copenhague en 2009. Par ailleurs, pour aider les pays les plus faibles à mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique, l'article 11 prévoit la mise en place d'un « *renforcement des capacités* » auquel « *toutes les parties devraient coopérer* » ; celui-ci « *devrait être impulsé par les pays [...] et représenter un processus efficace, itératif, participatif, transversal et sensible à l'égalité des sexes.* » Comprenez qui pourra !

Quand un accord international est conclu, la question se pose des mécanismes pour contrôler sa mise en œuvre et sanctionner ceux qui ne respectent pas leurs engagements. Ici, il n'est question que d'approches flexibles, non accusatoires, non intrusives et non punitives.

L'article 13 prévoit un cadre de transparence « *afin de renforcer la confiance mutuelle et de promouvoir une mise en œuvre efficace* » ; celui-ci « *accorde aux pays en développement qui en ont besoin, compte tenu de leurs capacités, une certaine flexibilité* », il « *doit être mis en œuvre d'une façon qui soit axée sur la facilitation, qui ne soit ni intrusive ni punitive, qui respecte la souveraineté nationale et qui évite d'imposer une charge excessive aux Parties.* » Les « *pays développés* » soumettront les informations pertinentes au minimum tous les deux ans, mais « *les pays les moins avancés et les petits États insulaires*

en développement pourront soumettre ces informations comme ils le jugent bon ». Les dictateurs corrompus qui fournissent aux pays impérialistes tout le pétrole ou l'uranium dont ils ont besoin, et qui achètent en retour les armements les plus sophistiqués, pourront dormir tranquilles : l'ONU ne se formalisera pas outre mesure de leurs mensonges et tricheries.

Les grandes puissances impérialistes (États-Unis, Chine, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Russie, Japon...) pourront aussi rechigner dans la mise en œuvre de leurs engagements, l'ONU ne les accusera pas et ne les punira pas.

Il est institué un mécanisme pour faciliter la mise en œuvre et promouvoir le respect des dispositions du présent Accord et en promouvoir le respect. Celui-ci fonctionne d'une manière qui est transparente, non accusatoire et non punitive. (article 15)

Les dirigeants impérialistes freinent l'action contre le réchauffement climatique

Maxime Combes compare le texte définitif de l'Accord de Paris avec une version antérieure (« Accord à la COP21 : même sur une planète morte, le commerce international devra se poursuivre sans entraves », *Bastamag*, 11 décembre 2015) ; il remarque deux « simplifications », à savoir deux paragraphes supprimés. L'un traite de la limitation des émissions du commerce maritime et aérien international, non comptabilisé dans le bilan des pays, qui représente environ 8 % du total des émissions mondiales. L'autre concerne le transfert gratuit de technologies climatiques des pays développés vers ceux en développement.

Le même article présente ensuite un document interne de la Commission européenne, mis à jour par l'ONG bruxelloise *Corporate Europe Observatory*. Celui-ci précise la position défendue par l'UE à la COP21 : le commerce international et la propriété intellectuelle relèvent de l'OMC, donc la COP21 ne doit pas s'en mêler, il ne faut pas en discuter et aucune décision les concernant ne peut être acceptée. Ce sont donc bien les impé-

rialismes européens qui ont exigé ces « simplifications ». Le profit passe avant le climat.

Notons également que le Sénat des États-Unis avait empêché la ratification du protocole de Kyoto en 1998, et il est fort possible que le Sénat ou la Chambre des Représentants refuse de ratifier l'Accord de Paris. Les pays impérialistes sont les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, le pillage des pays dominés et les matières premières à bon marché sont à la base du développement du capitalisme mondial et de la richesse des bourgeoisies des pays dominants. Ces bourgeoisies sont donc déterminées à sacrifier le climat sur l'autel du profit [voir *Révolution communiste* n° 14].

La défense conséquente de l'environnement s'oppose au profit, à la propriété privée des moyens de production et à l'anarchie du marché, elle exige de s'attaquer à ceux-ci afin de prendre en compte l'équilibre naturel et les besoins des populations.

Or, tous les gouvernements et tous les partis qui les composent, tant ceux ouvertement bourgeois que ceux qui se réclament de l'écologie ou ceux issus du mouvement ouvrier, défendent le capitalisme, mode de production anarchique guidé par la maximisation du profit et l'accumulation incessante du capital. Ils ne peuvent donc pas empêcher efficacement le réchauffement climatique. Seule la classe ouvrière peut le faire, en prenant le pouvoir, expropriant le capital et en réorganisant la société sur base de la satisfaction des besoins sociaux des populations et de l'équilibre entre la nature et l'humanité.

Sans prise de pouvoir par la classe ouvrière à l'échelle internationale, on remarquera bien avant 2030 que l'objectif de la COP21, à savoir la limitation du réchauffement à moins de 2 °C d'ici 2100, ne sera pas atteint. Alors on verra les bourgeoisies de tous les pays tenter par tous les moyens de faire payer par les travailleurs les dégâts causés par le capitalisme.

1 mars 2016

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 10 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros
à : ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM..... Prénom.....

Adresse postale.....

Adresse électronique.....@.....

La mouvance identitaire autrichienne : vieux fascisme en tenue branchée

KLASSENKAMPF
 Nummer 23 / März 2016 Zeitung der Gruppe Klassenkampf - für Rätemacht und Revolution 2...
 Schluss mit dem Relikt des Austrofaschismus:
Bundespräsident abschaffen
 Weg mit der Mindestsicherung - her mit Existenzsichernder Arbeit!

Qui a cru que le fascisme contemporain arriverait forcément comme des zombies nazis, en uniforme SS ou SA déchirés, avec des *Heil Hitler* et des croix gammées, s'est (en partie) trompé. Il y en a, bien sûr, des vieux et des jeunes nazis nostalgiques impénitents avec leurs tatouages du nombre 88 (la 8^e lettre de l'alphabet, pour HH, c'est-à-dire *Heil Hitler*), le sigle de la SS, les croix gammées et les

aigles du Troisième Reich. La plupart du temps, ces loubards au crâne rasé, comme leurs modèles des années 1930, constituent des bandes qui attaquent les migrants et les militants du mouvement ouvrier, milices établies en tant que « service d'ordre » des attroupements du FPÖ et des « manifestations » de la PEGIDA autrichienne.

Mais l'essentiel du fascisme en Autriche a désormais changé de style, il a trouvé de nouveaux slogans et une nouvelle tenue - et ainsi gagné du terrain en peu de temps. En Autriche, le vieux nationalisme allemand, caractéristique idéologique essentielle des admirateurs du nazisme, a de toutes façons perdu sa visibilité, parce que ses soutiens, la génération des vétérans contaminés par le nazisme allemand, sont presque tous morts. Un nationalisme autrichien ne pouvait pas leur servir d'ersatz - une véritable conscience nationale autrichienne ne s'est que peu développée (paradoxalement, ce sont les staliniens autrichiens qui ont porté les couleurs rouge-blanc-rouge avec le plus de ferveur).

Une fois encore, les corporations étudiantes ont vu émerger la nouvelle forme du fascisme : les Identitären (Identitaires), une « franchise » politique qui a ses racines en France. Leurs dirigeants Sellner, Markovic, Rusnjak et consorts, avaient pour partie fait leurs premiers pas en politique dans des groupes néonazis aujourd'hui interdits comme le VAPO du nazi Gottfried Küssel, en prison pour quelques années encore. Pour les corporations étudiantes, il a vite été clair qu'il serait de toutes façons difficile de faire bonne impression dans le sillage de ceux qui veulent reconstruire le NSDAP. Les hooligans alcooliques et les skins rebelles étaient certes la « chair à canon » idéale pour les rixes, mais ils pouvaient difficilement éveiller la sympathie de la population. Un des inspirateurs idéologiques des courants de la Nouvelle droite, Andreas Mölzer, l'idéologue du FPÖ, s'est exprimé à

maintes reprises en interviews en fronçant le nez sur les mouvances « prolos » d'extrême droite.

Le salut des nazis n'est cette fois pas venu d'Allemagne, mais de l'ouest, de la France traditionnellement méprisée : là s'est formé en 2003 le Bloc identitaire comme mouvement de rassemblement de différents groupes (de jeunes) réactionnaires et fascistes, après l'arrestation d'un membre de l'organisation Unité radicale en 2002, suite à un attentat manqué contre le président français.

Le programme des identitaires français est en fin de comptes le modèle pour les imitateurs autrichiens et allemands : le « nationalisme » est remplacé par le « patriotisme » et l'idée d'une « race aryenne supérieure » par l'idéologie d'une supériorité de la « race blanche ». La « défense des valeurs européennes » doit servir de ciment idéologique à la version moderne de la vieille « Volksgemeinschaft » (communauté du peuple, donc du rejet de toute lutte des classes). Avec le slogan de « Reconquista » (le nom donné à la conquête de l'Espagne musulmane par les souverains chrétiens), les militants réactionnaires chrétiens, qui étaient combattus par le fascisme nazi, sont également bienvenus sur la barque identitaire.

Les Identitaires mobilisent en Autriche et en Allemagne avant tout avec des mots d'ordre xénophobes et anti-islamiques. Les vieux slogans « *étrangers dehors !* » sont enrobés d'ethnopluralisme mielleux : « *Oui, nous voulons aider les pauvres migrants, et dans leur pays d'origine, qui est aussi l'endroit où ils doivent retourner* ». Il n'y a là évidemment aucune critique des intérêts impérialistes en Afrique du Nord, Proche-Orient et Afrique subsaharienne, à l'exception des États-Unis. Dans ces groupes, l'antiaméricanisme est de bon ton : d'un côté, parce que le « mélange racial » des États-Unis doit représenter un exemple repoussant ; de l'autre parce que c'est plus facile, pour des raisons pragmatiques, de pérorer sur une Europe fasciste « blanche » que sur une Amérique « nettoyée » des Latinos, Noirs et Juifs. Ils laissent cela à leurs alter ego locaux...

La propagande est menée avec des discours anxieux : « le grand remplacement » par l'immigration doit être empêché ; la « mort du peuple » européen évitée. Des politiciens perfides et des élites au pouvoir voudraient détruire le « corps social sain » européen par des « mélanges » avec des « bruns » (non, pas les nazis mais des hommes avec une couleur de peau plus foncée) - la suite serait la « charia en Europe » et le « grand remplacement ».

Cette vision paranoïaque accusant les « destructeurs marxistes » est d'une part en lien direct avec l'Urfascisme (fascisme primitif ou éternel) italien et le nazisme du 20^e siècle, d'autre part ces scénarios apocalyptiques ont été remaniés par les textes embrouillés du terroriste scandinave Anders Breivik.

À l'opposé du milieu des nazis nostalgiques obtus, les Identitaires essaient de donner à leur mouvement une touche de « philosophie de l'histoire ». Ainsi on se sert des toiles de fond des fascistes italiens de Casa Pound qui prêchent une sorte de « gramscisme de droite » (Antonio Gramsci, 1891-1937, était le dirigeant du PCI persécuté par le régime de Mussolini, qui s'est entre autres penché sur la question de l'hégémonie culturelle comme préalable à la révolution), on récupère des éléments du paléo-nazi Heidegger et d'autres théoriciens du passé. Cette mixture toxique est touillée avec une pincée de « valeurs chrétiennes » et ce cocktail prend bien dans le milieu universitaire : les Identitaires s'y sentent bien, ils peuvent confortablement rejeter toutes leurs angoisses pour l'avenir sur un nouvel ennemi, l'islam (l'antisémitisme ne passe aujourd'hui plus si bien) et espèrent être hissés plus tard, via les réseaux des confréries d'étudiants, à des postes décisionnels de l'État bourgeois grâce à leur bilan réactionnaire.

Cette société parallèle des réseaux d'anciens étudiants fascistes existe vraiment et le FPÖ a énormément augmenté son influence ces dernières années. Pour recruter des jeunes de la « société hédoniste » favorisée par le capitalisme, les identitaires ont recours à des formes de propagande activistes comme les « performances de rue » (par exemple, en jouant des scènes d'exécutions de l'EI), les flashmobs, etc. En même temps, leurs porte-parole se disent ostensiblement non violents, bien que transparaissent toujours des accents clairement menaçants.

Mais les masques tombent vite quand les Identitaires – protégés par de larges alliances avec d'autres groupes réactionnaires, « initiatives citoyennes » et individus isolés – sont en mesure de faire descendre dans la rue de grosses foules. Là, les « intellectuels » regardent simplement ailleurs quand leurs émules de la plèbe font la chasse aux jeunes antifascistes, là des cadres dirigeants connus des « jeunes patriotes » dégagent matraques télescopiques et coups-de-poing américains interdits.

Il y a encore quelques années, il aurait été impensable que les groupes fascistes en Autriche rassemblent régulièrement dans la rue des centaines, parfois même plus d'un millier de personnes, non seulement dans les grandes villes mais aussi à la frontière, pour protester contre les « vagues de migrants ». L'attirail massif et rutilant de ces bandes avec drapeaux, banderoles, systèmes de sonorisation, etc. montre que l'argent coule sans difficulté dans les caisses des nouveaux fascistes...

Xénophobie, peur de « l'étranger », fantasmes, recherche de boucs émissaires et utilisation de mensonges gros-

siers sur les prétendus pillages de supermarchés par les réfugiés et autres choses similaires, ce sont là les bases sur lesquelles les rejets autrichiens de Pediga, les Identitaires, le FPÖ et ses succursales (comme le RFS étudiant) collaborent pour recruter et endoctriner dans les « classes moyennes », les petits bourgeois frustrés, les salariés effrayés, les fonctionnaires avides de répression et autres opprimés dans la société capitaliste.

En même temps, c'est là la manifestation d'un échec des organisations ouvrières traditionnelles et des syndicats. Au lieu d'avancer leurs propres mots d'ordre et solutions sur la question de l'immigration de masse, les dirigeants des partis sociaux-démocrates se sont faits les larbins de la « politique migratoire » impérialiste, en tant que dévoués gérants de l'État capitaliste. La bureaucratie syndicale n'a pas développé de programme pour organiser et intégrer les migrants dans le prolétariat autrichien, afin d'empêcher que les réfugiés soient utilisés par le capital pour faire baisser les salaires, pour diviser la classe ouvrière, ou d'éviter qu'ils soient parqués dans des ghettos ou des camps, pour leur interdire toute possibilité de lutte.

En même temps, beaucoup d'organisations centristes – tout comme des ONG « humanitaires » et religieuses – ont délaissé le combat contre les tendances réactionnaires à l'intérieur des foules de réfugiés. Un faux réflexe « antiraciste » aboutit à une « lutte contre l'islamophobie » qui laisse les mains libres aux courants réactionnaires religieux et islamofascistes.

Les deux fascismes qui apparaissent ici se complètent l'un l'autre en leurs moyens d'action. Le fascisme xénophobe des Identitaires et de leurs acolytes apporte de l'eau au moulin des mouvements islamo-fascistes, dont les actions incarnent à leur tour la figure de l'ennemi juré grâce à laquelle les fascistes autochtones peuvent gagner de nouveaux sympathisants.

Mais l'information seule ne pourra pas assécher le cloaque fasciste. Le fascisme, dans n'importe laquelle de ses manifestations, est en premier lieu l'ennemi mortel de la classe ouvrière et de ses organisations. Que ce soit le fascisme italien de Mussolini à partir de 1919-1920 ou le mouvement nazi allemand à partir de 1923 ou la Phalange espagnole au début des années 1930 – le dénominateur commun des mouvements fascistes est leur rôle stratégique d'atomisation du mouvement ouvrier, la destruction de ses organisations et la dislocation de la conscience de classe prolétarienne, en recourant à la violence brutale. L'organisation de l'autodéfense est un premier pas essentiel, mais il est encore plus important de développer un programme qui immunise et arme politiquement les travailleurs contre les « joueurs de flûte » réactionnaires.

21 février 2016

Gruppe KlassenKampf
(Groupe Lutte de classe / Autriche)

Côte d'Ivoire

Ouattara, un président au service de l'impérialisme



Le 25 octobre 2015, Alassane Dramane Ouattara, dit « ADO », a été réélu président de la Côte d'Ivoire. Le président sortant était candidat du « Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix », regroupant le Rassemblement des républicains (RDR) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).

Il a gagné dès le premier tour avec 85,66 % des suffrages contre six autres prétendants, tout aussi bourgeois. Arrivé second, Pascal Affi N'Guessan, candidat d'une autre coalition dominée par le Front populaire ivoirien (FPI), le parti de l'ancien président Laurent Gbagbo, n'a recueilli que 9,29 % des voix.

Alassane Ouattara séduit le patronat ivoirien. (Côte d'Ivoire Économie, octobre 2015)

La Côte d'Ivoire compte 23 millions d'habitants, seuls 6,1 millions sont inscrits sur les listes électorales. Avec une participation de 53 %, Ouattara a obtenu un nouveau mandat de 5 ans. Le président actuel de la 5^e République, taillée sur mesure par le général De Gaulle, un des principaux artisans de la Françafrique, a évidemment salué sa victoire :

Cette élection était une étape importante pour le retour de la Côte d'Ivoire à la paix et vers la réconciliation des Ivoiriens. (Hollande, 28 octobre 2015)

La « paix » dont parle Hollande est en fait celle qui doit permettre aux entreprises françaises de poursuivre le pillage du pays en toute sérénité. Il faut dire que la Côte d'Ivoire reste une place forte pour l'ancienne puissance coloniale française en déclin. La bourgeoisie française est impérialiste, n'en déplaise au PdG et au PCF qui la

font passer pour une victime des États-Unis et de l'Allemagne. Le capitalisme français n'exploite pas seulement en France, mais en Afrique de l'Ouest, en Europe de l'Est et du Sud. La présence des sociaux-impérialistes du PS au gouvernement, avec ou sans le PCF, n'y change rien.

L'impérialisme français défend son pré carré

La bourgeoisie française s'est installée en Afrique par la colonisation de l'Ouest (Sénégal, Guinée, Mali, Togo, Côte d'Ivoire...), du Centre (Burkina Faso, Niger, Cameroun, Gabon, Soudan, Congo, Tchad...) et du Nord.

Alors qu'ils tiraient de juteux profits de l'exploitation des ressources naturelles, des ouvriers et des paysans locaux, les capitalistes français et leur « république » ont dû concéder de nombreuses « indépendances » au lendemain de la 2^e Guerre mondiale, dont celle de la Côte d'Ivoire en 1960.

Pour assurer la poursuite de la domination coloniale, les gouvernements de la 5^e République ont signé des « accords de coopération militaire » et maintenu des bases militaires ainsi que le droit d'intervenir dans ces pays. Ils ont soutenu des coups d'État et même des génocides comme au Rwanda en 1994. Sur le plan économique, l'impérialisme français a maintenu sa monnaie, le franc des Colonies françaises africaines (franc CFA) garanti par la Banque de France mais renommé en 1960 franc de la Communauté financière africaine et toujours en vigueur dans 14 pays d'Afrique.

Toutefois, l'impérialisme français est en perte de vitesse face à ses concurrents : États-Unis, Japon, Allemagne, Chine, Russie, Royaume-Uni... La part des importations du continent provenant des entreprises françaises est passée de 10 % en 2000 à moins de 6 % en 2014.

Dans les 14 pays utilisant le franc CFA, les entreprises françaises font quasiment jeu égal avec la Chine avec une part de marché de 17,2 % contre 17,7 % en 2011 ; (...) Le stock d'investissements directs français en Afrique subsaharienne a été multiplié par 4, passant de 6,4 milliards d'euros en 2005 à 25,4 en 2011 ; la France y est le troisième investisseur. (Védrine, 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France, décembre 2013)

En conséquence, l'État français tente par tous les moyens de défendre ses positions historiques en Afrique, son « pré-carré ». Prenant la suite de De Gaulle, Giscard, Chirac, Mitterrand et Sarkozy, Hollande a lan-

cé des interventions militaires au Mali (2013) et en Centrafrique (2014). Prétextant lutter contre le terrorisme, les généraux français qui disposent de plusieurs bases et de milliers de soldats, assurent en fait la domination de la France et la protection de ses firmes multinationales. Les gouvernements des anciennes colonies françaises sont donc le plus souvent sous l'influence de Paris.

En 1960, le relais sur lequel De Gaulle s'appuie est Houphouët-Boigny, médecin, planteur, député français des colonies et fondateur du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, membre de l'Internationale « socialiste »). De fait, il dirige l'« indépendance » pour le compte de la métropole et devient un capitaliste doublé d'un dictateur.

Le régime intègre les différents syndicats à l'État sous la forme de l'UGTCI en 1962 et liquide physiquement les syndicalistes dissidents de 1962 à 1963. Tout en réprimant durement les grèves, les manifestations et toute opposition, le représentant de la Françafrique a accaparé pendant 30 ans une immense fortune qu'il a placée en France et en Suisse. Grâce au mouvement des exploités et de la jeunesse, Houphouët-Boigny a concédé quelques droits démocratiques, les partis furent autorisés et des élections se tinrent en 1990.

Faisant pression contre les autres partis, le dictateur a alors battu Laurent Gbagbo, le candidat du FPI (membre de l'Internationale « socialiste » jusqu'en 2011). Mais tout a une fin, Houphouët-Boigny meurt le 7 décembre 1993. À ses obsèques, il reçoit les hommages de Mitterrand et de Chirac, ainsi que de 6 anciens premiers ministres français.

La division sanglante du pays en 2002

La lutte pour sa succession, reflétant les rivalités interimpérialistes, met le pays à feu et à sang. La guerre civile et une brutale dévaluation du franc CFA en 1994 paupérisent encore un peu plus la population.

La Côte d'Ivoire est un pays d'immigration ; en effet, de nombreux Burkinabés (plus de 2 millions), Maliens (plus d'un million) et de nombreux autres Africains sont installés depuis longtemps dans le pays. S'ajoutent les divisions religieuses (38 % des Ivoiriens seraient musulmans, 22 % catholiques, 17 % animistes...) et ethniques (Baoulés, Bétés, Sénoufos, Malinkés...) que la bourgeoisie attise.

En 1994, c'est Konan Bédié, président PDCI de l'Assemblée nationale, qui succède à Houphouët-Boigny. Sous le prétexte d'« ivoirité », il instaure un code électoral où tout citoyen aux origines jugées douteuses par Bédié ne peut se présenter. Le président Mitterrand et le gouver-

nement Balladur qui couvrent au même moment le génocide au Rwanda, approuvent ce racisme d'État.

Cela permet d'écartier l'ancien Premier ministre, Alasane Ouattara. Ouattara est aussi un dirigeant du PDCI, l'ancien parti unique fondé par Houphouët. Musulman né dans le nord du pays, il ne peut se présenter lors des élections présidentielles de 1995 par manque d'« ivoirité ». Son ancien camarade, Bédié, devient alors président avec plus de 96 % des voix, les autres partis boycottant la mascarade électorale. En 1998, Bédié fait adopter une nouvelle loi xénophobe qui impose d'être de parents ivoiriens pour être propriétaire terrien. Des affrontements visent des paysans burkinabés ou maliens ; certains se soldent par l'expulsion des « non-ivoiriens » de leurs exploitations agricoles.

En 1999, Bédié et son gouvernement corrompu sont discrédités, et manquent de soutien au sein de l'appareil d'État. La crise politique s'aiguise ; l'instabilité est telle qu'un coup d'État porte le général Gueï au pouvoir, l'homme des basses œuvres d'Houphouët-Boigny, spécialisé dans la répression des manifestations et de toute opposition.

Peu après, la Banque mondiale et le FMI bloquent tous leurs prêts, accentuant la crise économique que le régime militaire se révèle incapable de surmonter. Le général Gueï convoque des élections présidentielles en 2000 qu'il perd contre Gbagbo.

Refusant le résultat, le général est contraint à l'exil. Gbagbo qui prétend défendre une Côte d'Ivoire indépendante va tenter de changer de maître, notamment en signant plusieurs contrats avec des groupes capitalistes américains. Le gouvernement français va alors soutenir une partition du pays pour faire rentrer Gbagbo dans le rang. En septembre 2002, des officiers (les « Forces nouvelles ») se soulèvent. Si le coup d'État échoue à Abidjan, les mutins dirigés par Guillaume Soro s'emparent du Nord jusqu'en 2010 pendant que Gbagbo ne règne que sur le Sud. L'ONU s'en mêle.

L'armée française installe Ouattara au pouvoir en 2007

Le 26 janvier 2003, des « accords de paix » sont signés entre les deux camps à Marcoussis, en banlieue parisienne. Ils prévoient une « *réconciliation nationale* » sous la surveillance militaire de la France. L'Opération Licorne, soutenue par l'ONU, déploie plus de 4 000 soldats. Mais l'intervention militaire n'est pas du goût de Gbagbo qui tente depuis son arrivée au pouvoir de se défaire de la tutelle française.

En novembre 2004, l'armée de l'air lance une offensive contre les rebelles du Nord et s'en prend au passage à une base militaire française. En représailles Chirac or-

donne à son armée de mercenaires de répliquer. En quelques heures, les forces aériennes ivoiriennes de Gbagbo sont détruites. Gbagbo appelle la population à la résistance. Mais il se garde bien d'armer les masses et de miser sur le prolétariat. L'affrontement fait 57 morts et plus de 2 200 blessés dans les rangs des manifestants à Abidjan. Incapable de lutter réellement pour chasser tout impérialisme, Gbagbo fait les frais du compromis entre grandes puissances. Dès le 5 décembre 2004, constatant sa défaite, il interdit toute manifestation alors que la jeunesse veut en découdre avec l'armée postcoloniale. Gbagbo rejoint alors les innombrables dirigeants nationalistes bourgeois qui ont préféré la domination étrangère au risque de la mobilisation populaire qui se transformerait en révolution sociale expropriant fatalement la bourgeoisie nationale.

Encerclée par le capitalisme décadent et empêtrée dans les contradictions impérialistes, l'indépendance d'un État arriéré sera inévitablement à moitié fictive et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internationales et de la pression extérieure, tombera obligatoirement dans une dictature contre le peuple - tel est le régime du Parti du peuple en Turquie, du Guomindang en Chine ; demain, celui de Gandhi sera le même en Inde. La lutte pour l'indépendance nationale des colonies n'est, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, qu'une étape transitoire sur la route qui va plonger les pays arriérés dans la révolution socialiste internationale. (Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940)

En mars 2007, l'impérialisme français impose une solution que l'armée française est chargée de garantir. À Ouagadougou, le président burkinabé préside à la « réconciliation » entre les Forces nouvelles de Guillaume Soro et le président Gbagbo. Celui-ci accepte la réunification du pays et de l'armée, la réconciliation des différents partis bourgeois dans un gouvernement d'union nationale dirigé par Soro. Des élections sont prévues en 2010.

Cette fois, Ouattara peut se présenter et réussit à se qualifier pour le second tour (avec presque 33 % des voix) contre Gbagbo (plus de 38 %). Le 28 novembre 2010, Alassane Ouattara est proclamé le 2 décembre 2010 président avec 54,10 % des suffrages. Mais le Conseil constitutionnel invalide les résultats dans les régions du nord et annonce la réélection de Laurent Gbagbo avec 51,45 %. La guerre civile reprend, causant plus de 3 000 morts. Une nouvelle fois, le gouvernement français y joue un rôle décisif. Sarkozy mise sur Ouattara. L'ONU qui a décrété l'embargo sur les armes dès 2004 ne dit pas un mot

quand l'armée française arme et forme les Forces nouvelles. Début mars 2011, celles-ci lancent une offensive, atteignent Abidjan mais ce sont les chars français qui délogent le président sortant. Arrêté, il est aujourd'hui jugé par la Cour pénale internationale pour crime de guerre. Mais si Gbagbo et Ouattara sont bien les chefs d'une guerre civile, leurs commanditaires sont hors d'Afrique.

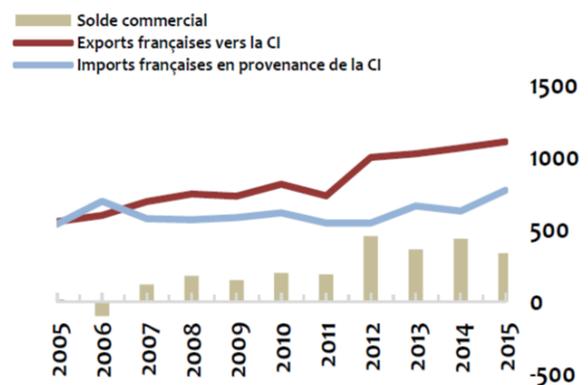
Quand je vois le soin que j'ai mis à intervenir en Côte d'Ivoire... On a sorti Laurent Gbagbo, on a installé Alassane Ouattara, sans aucune polémique, sans rien. (Sarkozy, Ça reste entre nous, hein ?, Flammarion, 2014, p. 39)

Un pays plus que jamais pillé

Les principales ressources du pays sont les matières premières agricoles, essentiellement le cacao (le pays en est le premier producteur et il représente 22 % du PIB et 50 % des recettes fiscales de l'État), le café, le caoutchouc, l'anacarde (noix de cajou), le coton, l'ananas, la banane... et aussi minières, dont l'or, le manganèse, le pétrole... Dans tous ces secteurs, ce sont des entreprises étrangères qui dominent le marché. Reconstruire et investir après la guerre a toujours été du goût des vainqueurs. La France, le FMI et le Club de Paris ont effacé une partie des dettes pour mieux « tenir » leur nouveau valet-président. Depuis 2011, Ouattara, ancien directeur général adjoint du FMI dans les années 1990, a bien joué le rôle que Sarkozy attendait de lui.

Depuis quatre ans, Ouattara a conduit la « réconciliation » ivoirienne. Les troupes d'Ouattara s'en prennent aux syndicalistes, aux locaux syndicaux. Dans les faits, aucune justice n'a été rendue contre les chefs militaires des Forces nouvelles pour leurs exactions pendant ces longues années, ni contre les généraux « loyalistes » qui ont massacré des civils et des

Evolution commerce bilatéral France-Côte d'Ivoire



manifestants. Au pire, quelques-uns de ces officiers ont été contraints à l'exil. Concrètement, réunifier le pays dans un pays dominé consiste à consolider l'armée. Les chefs des Forces nouvelles ont donc été réintégrés dans l'armée officielle ou se sont reconvertis dans des postes d'influence dans le nord du pays. Enfin, Guillaume Soro, ancien dirigeant des Forces nouvelles est aujourd'hui le président de l'Assemblée nationale.

Résultat : la bourgeoisie française est restée très influente.

« Aujourd'hui, précise l'ambassadeur français, Georges Serre, les entreprises françaises établies en Côte d'Ivoire emploient directement 40 000 personnes, contribuent à hauteur de 50 % aux recettes fiscales et de 50 % au produit intérieur brut (PIB)... ». L'ambassadeur n'a pas besoin de rappeler que le rail et les deux terminaux à conteneurs du port ont été concédés au groupe Bolloré, l'eau et l'électricité à Bouygues, ni que la compagnie Orange, première sur le marché ivoirien du mobile, demeure le principal mécène du championnat national de football. (Le Monde diplomatique, octobre 2015)

Les grands groupes français traditionnellement présents en Afrique sont pour la plupart actifs en Côte d'Ivoire au travers de filiales. On en dénombre 140 auxquelles s'ajoutent plus 500 petites ou moyennes entreprises, soit la plus forte implantation française en Afrique sub-saharienne. Les groupes capitalistes français restent les premiers investisseurs en Côte d'Ivoire, devant ceux des États-Unis, du Nigeria et de la Chine, même si l'impérialisme chinois tente de percer, comme dans toute l'Afrique.

Le Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara et le Président de l'Assemblée Nationale, S.E.M. Guillaume Soro ont effectué, respectivement en 2012 et en 2013, une visite en Chine. De plus, nos Ministres des Affaires Étrangères ont réalisé un échange de visite. Deuxièmement, notre coopération économique et commerciale a enregistré des avancées considérables. La partie chinoise a donné son appui à plusieurs grands projets dans les domaines tels que la construction des infrastructures et l'amélioration du bien-être du peuple. Il s'agit, entre autres, de la construction en cours du barrage hydroélectrique de Soubré, de la réalisation de l'autoroute Abidjan-Grand Bassam, de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan, de l'extension du Port autonome d'Abidjan et de la réhabilitation du réseau électrique national, dont le montant du financement varie de 100 millions à 1 milliard de dollars US... En même temps, l'assistance chinoise, la coopération en matière d'investissement et les échanges commerciaux entre nos deux parties se sont amplifiés de manière considérable. (Tang, ambassadeur de Chine, Fraternité Matin, 16 novembre 2015)

Les masses exploitées et opprimées paient le prix fort

Le résultat est que l'indice de développement humain (IDH) est le 171^e sur 187 pays classés. L'espérance de vie est de 51 ans seulement. Le taux d'alphabétisation est l'un des plus bas d'Afrique de l'ouest (67 %), le cycle de l'école primaire n'est achevé que par 60 % des élèves. L'oppression des femmes est criante : 51 % n'ont pas de formation scolaire, 21 % seulement ont un niveau primaire complet. Les pratiques barbares encouragées par les prêtres de différentes obédiences perdurent à l'encontre des filles.

Malgré l'interdiction votée en 1998 en Côte d'Ivoire, l'excision touche aujourd'hui 42 % des femmes du pays, selon une étude menée par l'ONG, avec un taux de 70 à 80 % au sein de communautés musulmanes du Nord du pays et animistes de l'Ouest. (Jeune Afrique, 19 juillet 2012)

Les conditions de vie des travailleurs ne se sont guère améliorées avec la fin de la guerre civile. Le gouvernement continue à détruire des quartiers pauvres d'Abidjan au profit des capitalistes de l'immobilier. Si les salaires des fonctionnaires ont été un peu relevés en 2013 pour les deux tiers des 180 000 agents, c'est une première depuis leur blocage en 1996 ! Pour les autres travailleurs, le travail au noir est légion ; officiellement 7 emplois sur 10 n'ont pas de contrat écrit. En 2014, le salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) est passé de 56 000 à 60 000 francs CFA, soit 91 euros. Mais c'est deux fois moins qu'au Maroc et en Algérie. Le travail des enfants est courant et est officiellement le quotidien de 2 millions d'adolescents de 13 à 17 ans. Des ONG estiment à près de 1 million d'enfants exploités dans le secteur-clé du cacao. Quant au droit à la retraite, le gouvernement Ouattara a fait passer l'âge de départ de 55 à 60 ans et le taux de cotisation de 8 % à 14 %.

Enfin, 85 % des Ivoiriens n'ont pas de protection sociale. Pour 1 000 francs CFA par mois (1,5 euro), Ouattara a lancé une Couverture médicale universelle en janvier 2015 mais les patrons ne déboursent rien. Le pays ne compte que 1 médecin pour 10 000 habitants contre 3,2 pour 1 000 dans l'OCDE. Les hôpitaux sont trop peu nombreux et sous-équipés.

Dans le secteur agricole qui emploie les deux tiers de la population active, Ouattara n'a pas abrogé les règles xénophobes établies par Bédié et maintenues par Gbagbo : seuls les Ivoiriens peuvent accéder à la terre. La grande majorité des 800 000 exploitants de cacao subit l'exploitation d'une poignée de multinationales étrangères (Nestlé, Mars, Ferrero, Cargill, Barry Callebaut, Mars, Olam...).

L'intervention néocoloniale de la France au Mali a entraîné la Côte d'Ivoire dans la tourmente terroriste.

Le 13 mars, les fanatiques islamistes d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) attaquent non une base militaire française, mais des hôtels à Grand-Bassam. En plus des touristes, une majorité de victimes est ivoirienne (10 sur 17).

Selon le bilan officiel communiqué par les autorités ivoiriennes, 18 personnes ont péri lors de l'attentat du 13 mars sur la plage de Grand-Bassam. Parmi elles figurent 15 civils (sept Ivoiriens, quatre Français, un Nigérian, un Libanais, une Allemande et une Macédonienne) et 3 membres des forces spéciales ivoiriennes. (Jeune Afrique, 16 mars 2016)

Les travailleurs ivoiriens ont besoin d'un parti à eux

Une lutte conséquente contre la division du pays et contre l'impérialisme ne peut être dirigée que par la classe ouvrière, pas par la bourgeoisie et des bandes de voyous à son service. Le nationalisme bourgeois, la xénophobie, les fondamentalismes religieux ne servent en définitive que les impérialistes et leurs valets.

Les ouvrières et ouvriers, les employées et employés, les paysans pauvres, les chômeurs et les étudiants de Côte d'Ivoire ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur les prolétaires des autres pays dans leur lutte pour une véritable indépendance nationale et pour l'amélioration de leur sort : émancipation des femmes ; protection des enfants et enseignement de qualité pour tous ; emploi pour les chômeurs ; droits syndicaux et salaires décent ; logements à bon marché et de qualité ; soins gratuits et de qualité pour tous ; remise des terres à ceux qui les cultivent quelle que soit leur nationalité ; libertés démocratiques pour les soldats...

Les cliques de la bourgeoisie ont le terrain libre pour leur démagogie puisque les exploités n'ont pas de parti. La plupart des confédérations sont liées à des cliques de la bourgeoisie : l'UGTCI au PDCI de Bédié, Dignité et la FESACI-au FPI de Gbagbo, la CSH au RDR de Ouattara.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci solli-



6 novembre 2015, grève à Tropical Rubber

cite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres. (Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, 1940)

L'indépendance des travailleurs est décisive. Toute organisation syndicale doit défendre les revendications, rompre avec l'État. Les centrales doivent construire un parti ouvrier de masse, distinct de tous les partis bourgeois et opposé à tous les partis bourgeois. Ce parti, s'il veut être utile et fidèle à la classe ouvrière, ne pourra être que révolutionnaire (basé sur le marxisme) et internationaliste (lié aux autres travailleurs salariés d'Afrique et du monde entier).

Grâce à un tel parti, la mobilisation de la classe ouvrière mettra en cause la propriété privée des moyens de production et l'État bourgeois. La lutte des masses exploitées et opprimées du Nord et du Sud contre toute domination impérialiste, à commencer par celle de la France, impliquera inévitablement la mise en cause de la grande propriété foncière, des banques, des entreprises du négoce, de l'énergie, du bâtiment où s'entremêlent les intérêts des capitalistes locaux et impérialistes.

Cette révolution débouchera sur un gouvernement ouvrier et paysan de la Côte d'Ivoire, sur un État ouvrier constitué par les comités élus de travailleurs. Elle devra s'étendre et mettre en cause les frontières des colonisateurs, sous la forme des États-Unis socialistes d'Afrique de l'Ouest, pour pouvoir développer les forces productives et résister tant aux menaces impérialistes qu'à la résistance des anciens nantis ivoiriens.

Dans cette lutte, le prolétariat africain devra recevoir l'aide constante et totale de celui des pays impérialistes. Seuls les travailleurs d'Europe de l'ouest, d'Amérique du nord, de Russie, de Chine et du Japon peuvent défaire leurs gouvernements et donc imposer le retrait de leurs armées et la fermeture de leurs bases militaires.

La 4^e Internationale ne dresse pas de cloison étanche entre pays arriérés et avancés, révolution démocratique et socialiste. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que l'unique force authentiquement révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression, sociale ou nationale, est celui de la révolution permanente. (Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940)

11 avril 2016

Correspondance du Brésil

Le Groupe marxiste internationaliste a reçu sur les manifestations du 31 mars le compte-rendu ci-dessous de ses camarades du Brésil. Ceux-ci s'inscrivent à juste titre dans la mobilisation actuelle des masses pour défendre le Parti des travailleurs (PT) contre la campagne de la réaction et de l'impérialisme. À notre avis, il faut que les communistes internationalistes expliquent aux travailleurs que ce sont les trahisons du PT, la politique au service de la bourgeoisie des gouvernements qu'il a formés et son alliance prolongée avec des partis bourgeois qui ont désorienté la classe ouvrière et facilité la tentative en cours de renversement de Rouseff (PT). La classe ouvrière a besoin du front unique contre la réaction, appuyé sur l'autodéfense et l'auto-organisation et, par-dessus tout, d'un parti ouvrier qui soit révolutionnaire, basé sur le marxisme, qui prépare le pouvoir des travailleurs et la destruction de l'État bourgeois.

Le mouvement ouvrier et populaire intensifie la lutte contre le putsch

Le mouvement ouvrier et populaire a organisé hier des manifestations partout dans le pays qui ont vu la participation de milliers de personnes contre le putsch de la bourgeoisie compradore et de l'impérialisme nord-américain pour destituer la présidente Dilma Rouseff.

Les mobilisations ont été convoquées par le Front Brésil populaire (Frente Brazil Popular) dirigé par le Parti des travailleurs (Pt), le Parti communiste du Brésil (PCdoB), le Parti de la cause ouvrière (Pco), la Centrale unique des travailleurs (Cut, liée au Pt), la Centrale des travailleurs et travailleuses brésiliens (Ctb, lié au PCdoB), le Mouvement des travailleurs sans-terre (Mtst) et le Mouvement des travailleurs sans toit (Mtst), Une (Union nationale des étudiants) et Ubes (Union brésilienne des élèves du second degré) et divers mouvements sociaux et populaires. La Ligue bolchevique internationaliste (Lbi) a également admis qu'un putsch était en cours, puisqu'elle a participé aux manifestations le 18 mars et hier.

Ces gigantesques manifestations prolongent les manifestations du 18 mars, ce qui montre que le mouvement ouvrier et populaire intensifie la lutte contre le putsch en mobilisant chaque fois les couches populaires les plus variées.

La mobilisation a réussi à attirer l'important Mouvement des travailleurs sans terre (Mtst), dirigé par Guilherme Boulos, qui oscille entre boycott et participation à la mobilisation contre le putsch. Pourtant, le Mtst est influencé par la gauche petite-bourgeoise menée par le Psol (Parti du socialisme et de la liberté), rallié par la Gauche marxiste (Esquerda Marxista, ex-Pt, affiliée au Courant marxiste international d'Alan Woods) et par le Pstu (Parti socialiste des travailleurs unifiés, principal parti de la Lit moréniste, Ligue internationaliste des travailleurs) ainsi que par leurs satellites (Mouvement révolutionnaire des travailleurs, ancienne Ligue stratégique des travailleurs - Quatrième internationale - Mrt/Ler-Qi), lesquels, en pratique, sont alignés sur la bourgeoisie pro-impérialiste putschiste, avec son mot d'ordre « *Fora Todos* » (« Tous dehors »), qui en réalité signifie « *Fora Dilma* » (« Dilma dehors »). Cette gauche petite-

bourgeoise se trouve aujourd'hui complètement isolée.

Luiz Almagro a également reconnu qu'un putsch est en préparation contre la présidente Dilma Rouseff. Il est le secrétaire de l'Organisation des États américains (Oea), un organisme qui est la courroie de transmissions des intérêts de l'impérialisme, donc un véritable repaire de brigands, comme disait Lénine de la Société des nations, l'organisation qui a précédé l'Organisation des nations unies (Onu).

Dilma Rouseff a dénoncé ouvertement le putsch, notamment à travers l'entretien collectif qu'elle a accordé aux journalistes étrangers.

Par contre, Lula a fait un discours très conciliateur lors de la manifestation du 18 mars, en donnant toujours la priorité à la collaboration de classes, en gardant l'espoir d'aboutir à un accord avec les putschistes ou de négocier une capitulation, ce qui entre en contradiction avec les luttes des militants de base du Pt, de la Cut et des mouvements populaires et sociaux. Lula semble effrayé par son arrestation qui l'a conduit de force à faire une déposition devant la Police fédérale (Lula n'a jamais refusé de faire une déposition ; il a déposé quatre fois auparavant).

Un événement très important a eu lieu cette semaine : la sortie du Parti du mouvement démocratique brésilien (Pmdb) du gouvernement Rouseff.

Le Pmdb est le plus grand parti du pays, il était le principal parti bourgeois du front populaire de Dilma Rouseff, ce qui approfondit la crise.

Néanmoins, alors que le Pmdb a voté à main levée, lors d'une réunion de sa direction nationale, la rupture avec le gouvernement de Dilma Rouseff a ouvert une crise dans ce parti, puisque ses ministres refusent d'abandonner leur poste, en affirmant vouloir rester dans le gouvernement.

De son côté, il semble que le vice-président du Pmdb Michel Temer, qui a présenté un programme économique de gouvernement nommé « Un pont vers le futur », une véritable aberration néolibérale d'attaque totale contre les droits des travailleurs, ne réussit pas à

établir un consensus autour de son nom, ce qui complique également la situation des putschistes. En effet, l'autre nom qui circule pour succéder à la destitution (putsch parlementaire à la mode du Paraguay) est celui du président de la Chambre des députés, Eduardo Cunha, qui dirige le putsch. Il est accusé d'avoir détourné plus de cinq millions de dollars de Petrobras et d'avoir dissimulé qu'il possède plus de neuf comptes bancaires à l'étranger. La révélation de ces comptes fait partie de la soi-disant « Operação Lava Jato » (« Opération nettoyage ») dirigée par le juge fasciste Sergio Moro. Il est probablement un agent de la Cia qui fait le jeu du Parti de la social-démocratie brésilienne (Psd) pro-impérialiste, le principal parti putschiste, lié aux États-Unis et à Chevron, une compagnie pétrolière nord-américaine qui attaque les sous-traitants brésiliens liés à Petrobras, compagnie brésilienne qui a récemment découvert les réservoirs pré-salifères convoités par les intérêts nord-américains.

Les putschistes, leurs institutions et organisations, c'est-à-dire les partis comme le Psdb, le Dem et le Pmdb, le pouvoir judiciaire, le ministère public, la presse (*Rede Globo, Rede Bandeirantes, Folha de São Paulo, O Estado de São Paulo, Jornal do Brasil*, etc.), la fédération des industries de l'État de São Paulo (Fiesp), la fédération des industries de Rio de Janeiro (Firjan), ont passé beaucoup de temps ces dernières semaines à expliquer dans la presse bourgeoise que la destitution n'est pas un putsch puisque le mot d'ordre « *le putsch n'aura pas lieu* » a gagné en popularité.

Néanmoins, c'est pour les putschistes une course contre la montre. Ils sont décidés à écarter Dilma Rousseff du

gouvernement le 17 avril, avec le vote par la Chambre des députés de la dénonciation du crime de responsabilité, à cause des « pédalages fiscaux » (des emprunts auprès des banques publiques pour payer les dépenses publiques) ; ce crime n'a aucun fondement puisque tous les gouvernements au Brésil font ou ont fait des « pédalages fiscaux », que ce soit le gouvernement fédéral ou les États. Dans ce cas, le procès en destitution sera porté devant le Sénat fédéral afin qu'il juge Rousseff qui devra abandonner son poste. En pratique un retrait de Rousseff signifierait la consommation du putsch.

Hier, le Colonel Adilson Moreira, de la Force nationale de sécurité, un organisme de répression créé par le Pt lui-même, a abandonné son poste tout en attaquant la présidente Dilma Rousseff.

Tous ces faits, à la fois l'intensification de la mobilisation ouvrière et populaire et le mouvement putschiste bourgeois et pro-impérialiste, ne font que démontrer l'exacerbation de la lutte de classes, présageant dans un avenir proche une grande confrontation avec une résistance populaire massive.

La Tml intervient dans les luttes contre le putsch de la bourgeoisie pro-impérialiste, en combattant la politique de collaboration de classes de la direction majoritaire du Pt ; elle vise l'organisation indépendante du prolétariat brésilien, dans la perspective stratégique de lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan.

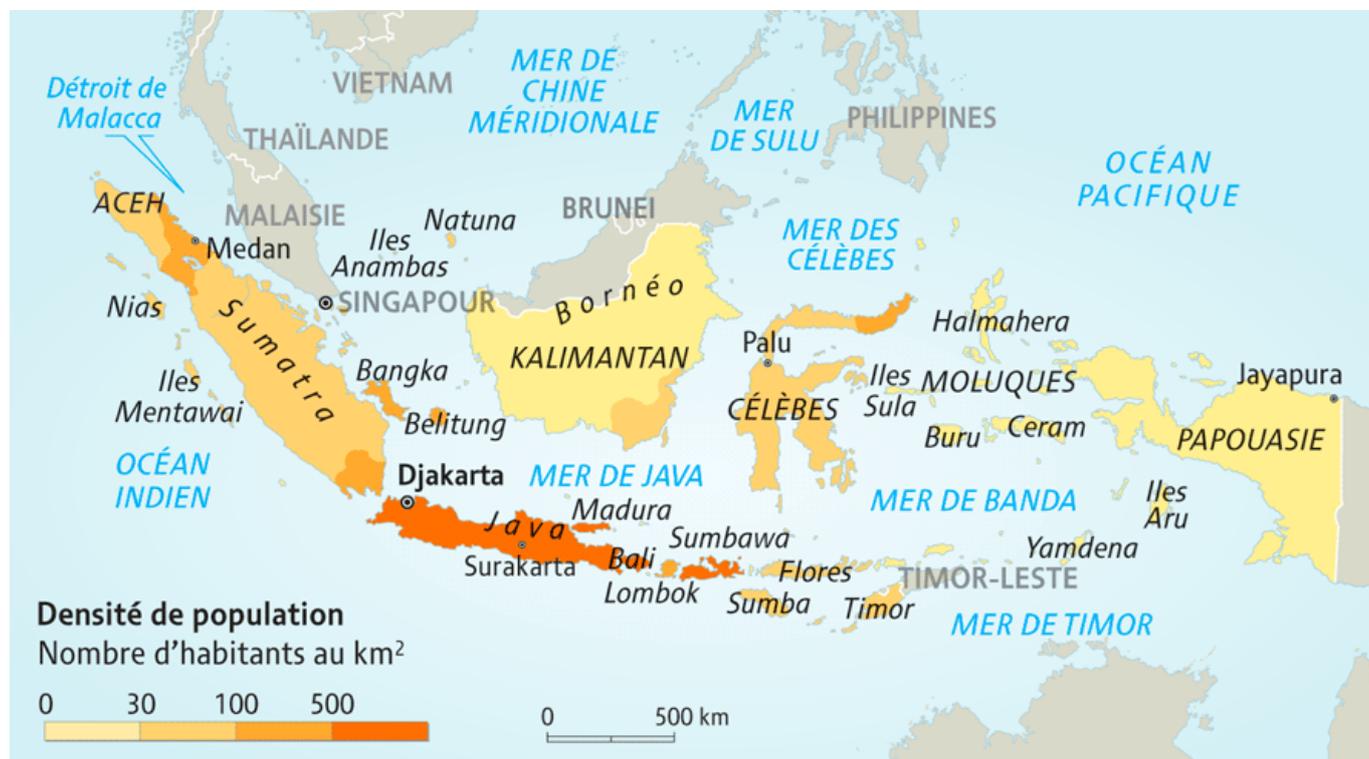
1 avril 2016

Tendência Marxista-Leninista
(Tendance marxiste-léniniste / Brésil)



Porto Alegre, 31 mars 2016

1965-1966 : le massacre de centaines de milliers de communistes en Indonésie



L'Indonésie regroupe 13 000 îles situées entre le continent asiatique (l'État de Malaisie) et le continent océanique (l'État d'Australie), s'étalant sur 3 fuseaux horaires. Le pays est le principal État du sud-est asiatique, comprend aujourd'hui plus de 250 millions d'habitants, pour 100 millions en 1965 et aux alentours de 35 millions en 1900. Plus de 80 % de la population aurait pour religion l'islam, ce qui en fait le plus grand État musulman du monde. L'archipel comporte des détroits importants (Sunda, Lombok, Ombar-Wetar) et recèle d'énormes quantités de ressources naturelles.

Les Pays-Bas l'avaient colonisé au 17^e siècle et ont réprimé à partir de 1918 tant les nationalistes bourgeois (PNI) que le mouvement ouvrier (PKI).

1927 : le parti communiste est stalinisé

À la moitié des années 1920, la caste privilégiée qui avait usurpé le pouvoir des travailleurs en Union soviétique transforma tous les partis communistes à travers le monde en appendices de la diplomatie de l'URSS puis, dans les années 1930, en leur contraire, c'est-à-dire en organisations contre-révolutionnaires.

En 1927, après l'échec de l'insurrection indonésienne par le Parti communiste (PKI), l'Internationale communiste dirigée par Boukharine et Staline traita de gauchistes les membres du CC qui avaient décidé l'insurrection, nomma

à la direction du PKI Darsono et exclut Tan Malaka. Celui-ci, resté influent, prôna alors un « national-communisme » qui réclamait l'indépendance.

Le PKI fut pour un temps disloqué par la répression. Quand il renaquit, il n'était plus un parti ouvrier révolutionnaire, même s'il avait gardé le nom, mais un parti stalinien inféodé à la bureaucratie de l'URSS et contraint à des zigzags sans aucun rapport avec les besoins du prolétariat indonésien.

Sukarno et Hatta fondèrent en 1927 le Partai Nasional Indonesia (PNI, Parti national indonésien), un parti nationaliste bourgeois. Comme il revendiquait l'indépendance, le PNI fut immédiatement persécuté par l'État néerlandais. Entre autres, Hatta, Sjahrir, Sukarno furent arrêtés.

Initialement, en 1927, le PKI tenta de se rapprocher du PNI. Mais en 1929, Staline collectivisa brutalement l'agriculture de l'URSS, rompit avec Boukharine et confia l'IC à Molotov. En 1930, le présidium de l'IC exclut Darsono et porta à la direction Musso. Le PKI rompit avec le PNI. À partir de 1935, l'IC tourna de nouveau et exigea une subordination systématique du prolétariat aux bourgeoisies y compris dans les pays impérialistes. Dans le cas de l'Indonésie, Musso rechercha fébrilement l'accord avec le PNI.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne s'empara des Pays-Bas en 1940 et le Japon envahit en 1942 sa colonie asiatique.

Dans l'ouverture de la troisième phase du versant asiatique de la Seconde Guerre mondiale, celle que l'on appelle la « guerre du Pacifique », les Indes néerlandaises constituèrent le principal enjeu économique de l'affrontement. À l'impérialisme nippon, elles offraient les ressources en matières premières stratégiques qui lui manquaient, le pétrole en premier lieu. (Patrice Jorland, « Massacres exquis », Recherches internationales n° 76, 2006)

Le PNI dirigé par Sukarno collabora avec l'occupant, en espérant en retirer une certaine autonomie. Durant cette période, le PKI s'attela à appliquer les directives staliniennes de soutenir l'impérialisme néerlandais contre l'impérialisme japonais, directives également respectées par le Parti « communiste » néerlandais (CPN).

Des groupes armés qui s'opposaient à la colonisation japonaise et néerlandaise fusionnèrent en 1945 dans le Partai Sosialis Indonesia (PSI, Parti socialiste d'Indonésie).

1948 : le passage du pouvoir à la bourgeoisie indonésienne

Sous l'égide officielle de l'ONU, en fait sous l'impulsion de l'impérialisme américain qui affirmait son hégémonie mondiale, les Pays-Bas et la République d'Indonésie (PNI-PS) concluent l'Accord du Renville en janvier 1948. Le traité fut critiqué par certains nationalistes et par des islamistes. Une partie du PS, dirigée par le premier ministre Amir, rejoignit le front impulsé par le PKI. Le reste, dirigé par Sjahrir prit le nom de Partai Sosialis Indonesia (PSI).

Au compte de la bourgeoisie nationale émergente, le PNI décida de prévenir toute possibilité de révolution sociale comme celle qui se profilait au même moment au Vietnam et en Chine. Sukarno et Hatta ordonnèrent la purge de l'armée de la nouvelle République. De nombreux membres du PKI, officiers ou syndicalistes, disparurent.

Cela entraîna des affrontements en septembre 1948 dans la ville de Surakarta (Java) entre les troupes proches du PKI ou du PS et « l'armée loyaliste » de Nasution. À Madiun (Java), le PKI prit la sage décision de désarmer les troupes contre-révolutionnaires (armée du PNI, milices du Masjumi et de son organisation de jeunesse GPII). Sukarno et Hatta crièrent au coup d'État et mandèrent Nasution pour écraser le PKI. L'attaque de la coalition réactionnaire causa 8 000 morts dans les rangs du PKI. Parmi les victimes, figuraient le secrétaire général du PKI Musso et l'ancien premier ministre PS Amir.

Le 31 octobre, Musso fut tué alors qu'il tentait de s'évader... Amir et 300 soldats furent capturés par les troupes de la division Siliwangi [le fer de lance de la contre-révolution bourgeoise] ; Amir fut fusillé plus tard avec d'autres dirigeants importants du PKI. Au cours des arrestations consécutives, environ 35 000 personnes furent arrêtées. Combien moururent durant l'événement n'est pas connu, mais l'estimation est d'au moins 8 000. Autre conséquence : des paysans santri [musulmans fondamentalistes] de Surakarta profitèrent de l'occasion pour tuer les sympathisants abangan du PKI [musulmans dont la religion syncrétique comporte des éléments hindouistes, bouddhistes ouanimistes]. (Merle Calvin Ricklefs, A History of Modern Indonesia, Palgrave, 2001, p. 281)

En décembre 1948, le gouvernement PvdA-KVP néerlandais, convaincu que ces événements avaient affaibli la république indonésienne qui venait d'être proclamée, lança un nouvel assaut.

La guérilla du PNI et du PKI, avec l'appui d'une grande partie de la population, les battit en 6 mois. La bourgeoisie des États-Unis, qui affirmait son hégémonie sur le monde capitaliste, appuya le PNI. Elle suspendit son aide aux Pays-Bas et convoqua un conseil de sécurité de l'ONU qui vota une résolution pour le retrait des troupes néerlandaises et la libération des dirigeants de la République.

En novembre 1949, la Conférence de la Table ronde de La Haye accorda l'indépendance politique, à condition que le nouvel État s'engageât à reconnaître la dette envers son colonisateur et à protéger le capital néerlandais. Le PNI accepta également que la Nouvelle-Guinée occidentale resterait sous contrôle néerlandais. À l'ouest de Java, le Darul Islam opposé au compromis avec les Pays-Bas, décréta la naissance d'un État islamique d'Indonésie en août 1949, mais la révolte prit fin en décembre. Le PKI dirigé par Aidit soutint le traité.

Ainsi, en 1948, le pouvoir était passé de la bourgeoisie néerlandaise à une classe nouvelle, la bourgeoisie et les grands propriétaires indonésiens. Ces derniers n'avaient pas hésité à écraser la révolte des exploités incarnée par le parti ouvrier de masse, le PKI.

En ce sens, la révolution nationale était accomplie et la révolution socialiste était désormais à l'ordre du jour en Indonésie. Mais, faute d'une internationale ouvrière révolutionnaire, aucune force politique n'y défendait cette perspective.

La politique de collaboration de classes du PKI durant les années 1950

Les concessions de la bourgeoisie locale envers l'asservisseur néerlandais apparurent comme une trahison aux

yeux de larges masses. Le parti communiste (PKI) animait la plus grande centrale syndicale (SOBSI). Des millions de travailleurs des campagnes et des villes espéraient qu'il expulserait complètement l'impérialisme et exproprierait les grands propriétaires et les capitalistes comme au Vietnam du Nord, en Chine et en Corée du Nord. Il devint le plus grand parti stalinien d'un pays capitaliste (1 million d'adhérents), devant le PCI d'Italie.

Il restait sous l'influence des bureaucraties staliniennes d'URSS et de RPC. Dans ce pays qui restait économiquement dominé par l'impérialisme mondial, le PKI pesa de tout son poids pour empêcher les masses de s'en prendre au gouvernement, à la police et à l'armée, adoptant le mot d'ordre « *Pour l'ordre public, aidez la police* ». Tel était le contenu concret de la prétendue stratégie de la « *révolution par étapes* » : une fois la bourgeoisie nationale confortablement installée et l'étape démocratique réalisée, après des décennies de règne de la bourgeoisie nationale, il suffirait de faire pression sur elle pour passer pacifiquement à la seconde étape, le socialisme.

Le parti doit aussi résolument empêcher la déviation « de gauche », prévenir le sectarisme, c'est-à-dire l'attitude qui néglige la politique de front unique avec la bourgeoisie nationale ; le parti doit préserver ce front unique de toute ses forces. (Aidit, 1953, cité par Rex Mortimer, *Indonesian Communism under Sukarno*, Equinox, 2006, p. 48)

Certes, Trotsky et une poignée de cadres issus de l'Internationale communiste avaient proclamé en 1938 la 4^e Internationale dans le but d'empêcher de nouvelles trahisons par la sociale-démocratie et le stalinisme (du type Chine en 1927, Allemagne en 1933 ou Espagne en 1937) et de construire de nouveaux partis aptes à conduire les exploités à des victoires (semblables à la révolution russe).

Mais la 4^e Internationale, sous la direction de Pablo et Mandel, avait cédé au stalinisme en 1949-1951. En particulier, le congrès mondial de 1951 avait réhabilité la politique du « front uni anti-impérialiste », c'est-à-dire l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie nationale. Le centre révisionniste présenta à partir de 1959 comme « *section indonésienne de la 4^e Internationale* » Acoma, une organisation fondée en 1946 par des partisans de Tan Malaka. Mais l'internationale de Pablo et Mandel s'en remettait au PKI stalino-maoïste.

À chaque aggravation de la situation, les masses auront tendance à pousser le SOBSI [la centrale syndicale] et le PKI plus loin. (Sal Santen, « La révolution indonésienne en marche », *Quatrième Internationale*, janvier 1958)

En 1954, l'Indonésie ouvrit une ambassade à Moscou et noua des liens commerciaux avec la Chine. Elle partici-

pait au « Mouvement des non-alignés » qui tint sa conférence de fondation en 1955 à Bandung, dans l'ouest de l'île de Java. À l'échelle internationale, comme Nasser au même moment, le président PNI chercha à jouer de l'URSS et de la RPC pour contrer la pression impérialiste. Il se rendit à partir de 1961 à Moscou et à Pékin.

Toutes ces initiatives n'étaient pas du goût de l'impérialisme hégémonique. Il avait déjà renversé Mossadegh en Iran en 1953 et Árbenz au Guatemala en 1954. En Asie de l'Est, il soutenait des régimes militaires en Birmanie, en Corée du Sud, au Laos, au Pakistan, à Taiwan, en Thaïlande et au Vietnam du Sud. L'État américain, qu'il eût à sa tête le Parti républicain (1953-1961) ou le Parti démocrate (1961-1969), tout à sa stratégie de contre-révolution dans le monde et dans la région, faisait pression sur le gouvernement indonésien et préparait l'élimination du PKI, en dépit de sa politique de collaboration de classes.

La stratégie américaine se traduisit par d'importants financements à l'armée (64 millions de dollars entre 1959 et 1965), son équipement et sa formation. Plus de 200 hauts-gradés et des milliers de soldats se rendirent entre 1956 et 1959 dans des bases américaines ; en outre, l'armée américaine influença la création à Bandung de l'école de l'état-major (SESKOAD) qui forma, entre autres, le colonel Suharto. Les États-Unis, par la fondation Ford, façonnèrent aussi des cadres civils, surtout des économistes, qui servirent de hauts fonctionnaires (la « mafia de Berkeley ») à partir de 1965.

En guise de « révolution démocratique », le PNI gouverna sans aucune élection de 1949 à 1955. Aux élections législatives de 1955, le PKI obtint 6,2 millions de voix —soit 16,4 % des suffrages— et 39 sièges au parlement. Mais il restait nettement derrière trois partis bourgeois (dont deux islamistes) : le PNI (8,4 millions de voix ; 22,3 %), le Majelis Syuro Muslimin Indonesia (Masjumi, Assemblée des musulmans d'Indonésie ; 7,9 millions ; 20,9 %) et le Nahdlatul Ulama (NU, Renaissance des oulémas ; 6,9 millions ; 18,4 %).

1957-1958 : une occasion ratée

Encerclée par le capitalisme décadent et empêtrée dans les conditions impérialistes, l'indépendance d'un État arriéré sera à moitié fictive et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internationales et de la pression internationale, tombera inévitablement dans une dictature contre le peuple. (4^e Internationale, *Manifeste*, 1940, GB, p. 22)

En 1957-58, le pays subit un effondrement économique, la roupie ne valait plus rien et de nombreuses révoltes éclatèrent. Sukarno tenta de réagir en jouant du sentiment national. Il décréta l'état de siège et appela à une grève générale dans les entreprises néerlandaises le 2

décembre 1957. Les travailleurs se saisirent de l'occasion pour aller plus loin et les occuper. Voyant que la situation lui échappait, le gouvernement envoya l'armée briser la grève. Le prétendu parti communiste, le PKI, lui apporta toute son aide et dénonça des « méthodes anarchistes ». De même, il s'efforça de freiner les paysans pauvres qui voulaient s'emparer des terres.

En 1957, et de nouveau en 1959, Aidit souligna la nécessité de subordonner la révolution agraire aux exigences prioritaires de la révolution nationale contre l'impérialisme. (Rex Mortimer, *Indonesian Communism under Sukarno*, Equinox, 2006, p. 316)

Cette orientation était à l'opposé de celle qu'avait suivie le Parti bolchevik en Russie en 1917.

Le parti du prolétariat lutte de toutes ses forces pour la confiscation immédiate et complète de toutes les terres des grands propriétaires fonciers de Russie et aussi des terres des apanages, de l'Église, de la couronne, etc., etc. (POSDR, « Résolution sur la question agraire », 13 mai 1917, Vladimir Lénine, *Oeuvres*, Progrès, t. 24, p. 293)

En défendant la propriété privée des moyens de production, en s'opposant à la mobilisation des travailleurs salariés et des travailleurs des campagnes, le parti stalinien empêchait en fait toute révolution et protégeait le système impérialiste. En dépit de l'évidence de la politique contre-révolutionnaire du PKI, la révolution était conçue par la prétendue « 4^e Internationale » de Pablo et Mandel comme un processus objectif qui devait entraîner le stalinisme à remplir la fonction d'une direction révolutionnaire.

Contrairement à certains « orthodoxes » sectaires, l'Internationale... s'est orientée, avant tout, sur le dynamisme de la situation même, un dynamisme qui pousserait les masses, et à travers les masses le PKI même, en contradiction avec l'ordre actuel. (Sal Santen, « La révolution indonésienne en marche », *Quatrième Internationale*, janvier 1958)

En 1957-1958, une situation révolutionnaire avorta, le pouvoir de Sukarno fut consolidé, l'armée se renforça. Le contrôle des anciennes entreprises néerlandaises, après la répression militaire, resta aux mains de l'état-major qui, comme les armées turque et égyptienne, s'intégra ainsi directement aux capitalistes locaux. Le gouvernement Sukarno interdit la grève dans les « entreprises stratégiques », sans que le PKI y trouva à redire. En outre, l'armée fonda en 1961 un syndicat jaune (SOKSI).

1959-1965 : les contradictions grandissantes du bonapartisme de Sukarno

Le Bonaparte indonésien ne toléra pas longtemps la démocratie bourgeoise : après quatre ans, il choisit de

dissoudre le parlement élu en 1955. En 1959, Sukarno prétendit réaliser l'alliance des nationalistes, des islamistes et des « communistes » (Nasakom).

En fait, il instaura une nouvelle constitution par décret —la « Démocratie dirigée » (sic)— qui conférait énormément de pouvoir à l'armée. Les organisations, pour être autorisées, devaient jurer allégeance au pouvoir, à la nation et reconnaître Dieu, toutes choses que le PKI accepta.

Loin d'en vouloir à Sukarno, la direction du PKI l'invita au 6^e congrès du parti. Trois dirigeants du PKI (le président du parti Aidit, le vice-président Njoto, Lakman) entrèrent au gouvernement présidé par Sukarno qui comprenait également 15 militaires ou ex-militaires (dont le général Nasution qui avait écrasé les milices dirigées par le PKI en 1948). Les trois ministres sans portefeuille du PKI n'avaient aucune fonction étatique effective, contrairement aux généraux.

Le parti stalinien avait décidé de sacrifier les classes prolétarienne et paysanne pauvre à la bourgeoisie exploiteuse incarnée par Sukarno et le PNI.

Le principe de base qui nous guide dans la poursuite de la lutte nationale est que la lutte des classes est subordonnée à la lutte nationale. C'est seulement en plaçant les intérêts de la classe et du parti après les intérêts nationaux, c'est-à-dire les intérêts du peuple révolutionnaire et en préservant dans des limites définies les intérêts de la classe et du parti que notre coopération avec d'autres classes et organisations sera efficace et qu'il sera possible d'accomplir cette alliance. (Aidit, « Toujours de l'avant pour liquider l'impérialisme et le féodalisme », 1961, cité par Rex Mortimer, *Indonesian Communism under Sukarno*, Equinox, 2006, p. 161)

À la recherche de diversions patriotiques, Sukarno envoya l'armée reprendre la Papouasie Nouvelle Guinée aux Pays-Bas en 1962. En 1963, il décida la Konfrontasi (confrontation) avec la Malaisie voisine.

C'est dans une atmosphère de crise et de tension que la Fédération de Malaisie a commémoré, il y a quelques jours, son premier anniversaire. Le conflit qui l'oppose, depuis sa naissance, à l'Indonésie voisine s'est en effet sérieusement aggravé cet été. L'Indonésie a étendu ses activités hostiles des jungles de Bornéo à la presqu'île de Malacca elle-même, forçant ainsi le gouvernement de Kuala-Lumpur à en appeler à l'ONU. (*Le Monde diplomatique*, octobre 1964)

Le général Suharto était le responsable militaire de l'immixtion de l'Indonésie en Malaisie. Celle-ci entraîna la rupture en 1965 avec l'ONU. La crise économique s'aggrava : l'inflation dépassait 100 %, les échanges

maritimes étaient perturbés par le conflit avec la Malaisie, le déficit budgétaire était même supérieur aux recettes fiscales, les États-Unis cessèrent de prêter à l'État (tout en continuant à former les militaires).

À partir de 1961, le PKI choisit Pékin plutôt que Moscou. La direction du parti stalinien, inspirée par la bureaucratie chinoise, justifiait sa soumission de type menchevik à la bourgeoisie nationale au nom du front uni anti-impérialiste. L'État était censé être celui du peuple entier, contre toute la théorie marxiste.

Le problème décisif en Indonésie actuellement n'est pas de détruire le pouvoir d'État... mais de renforcer et consolider son côté propopulaire et d'éliminer le côté antipopulaire. (Aidit, novembre 1964, cité par Rex Mortimer, *Indonesian Communism under Sukarno*, Equinox, 2006, p. 135)

Le PKI prétendait que l'armée indonésienne était au service du peuple, une stupidité criminelle que le Parti socialiste et le Parti communiste chilien répétèrent tout le long de 1972-1973.

Le PKI considère que l'armée indonésienne n'est pas identique aux armées des pays impérialistes ou de l'Inde d'aujourd'hui, tant du point de vue de sa genèse que de son bilan contre l'impérialisme et contre le féodalisme, et aussi si on considère sa composition, puisque les soldats viennent surtout de la classe ouvrière ou paysanne. (Njoto, entrevue au *Tokyo Evening News*, 2 décembre 1965)

Malgré le frein stalinien, le mouvement des masses reprit. Le gouvernement Sukarno interdit les grèves. Fin 1964-début 1965, des centaines de milliers de paysans appliquèrent la réforme agraire de Sukarno à leur manière. Ils se saisirent des terres des grands propriétaires, donnant lieu à de violents affrontements avec la police. Aidit, le secrétaire général du PKI, dénonça l'action des paysans. Dans les premiers mois de 1965, les travailleurs du pétrole et du caoutchouc prirent le contrôle des entreprises américaines. Le PKI soutint la répression et l'envoi des troupes contre les paysans et les salariés.

La recherche par le bonaparte Sukarno d'un équilibre à l'échelle nationale entre les classes possédantes et exploitées, à l'échelle internationale entre les États ouvriers bureaucratiques et les puissances impérialistes se révélait intenable. Si le PKI n'était pas disposé à dénouer au compte des travailleurs la crise économique et politique de la classe dominante, l'armée et les islamistes s'étaient préparés, eux, à la contre-révolution.

1965-1967 : le massacre d'au moins 500 000 communistes

Le 30 septembre 1965, un groupe d'officiers subalternes dirigé par Untung, lieutenant-colonel de la Garde présidentielle, arrêta et exécuta six généraux qui auraient

préparé un complot contre le président Sukarno, prit le contrôle de points stratégiques de la capitale et annonça la création d'un conseil révolutionnaire. Le PKI, pris au dépourvu, approuva le coup, parce qu'il comptait sur la loyauté de l'armée envers le peuple et savait que des généraux complotaient contre Sukarno. Mais les officiers soulevés ne tentèrent pas de s'emparer de la garnison de Jakarta et de la Kostrad (troupes d'élite) toutes les deux voisines. En outre, Sukarno déclina l'offre de se placer à la tête du prétendu conseil révolutionnaire, ce qui ôta toute légitimité à l'opération menée en son nom.

Quel que fût le rôle de la CIA dans cette aventure, le général Suharto, chef de la Kostrad, qui avait été informé de leurs intentions par les putschistes, mit en fuite les comploteurs le 1^{er} octobre. Les cartes étaient en place pour le plus grand massacre anti-communiste de l'histoire avec la complicité de l'ambassade des États-Unis. Le but était clairement de ne pas permettre au PKI de se remettre, comme il l'avait fait après les répressions de 1926 et 1948. Cette fois la purge devait être totale ; le communisme (PKI, Acoma...) devait être éradiqué. La CIA fournit une liste à l'état-major, des moyens de transport et de communication.

Le général Suharto prit la tête de la contre-révolution, par-dessus la tête de ses supérieurs et du président. Le 4 octobre, il prétendit mensongèrement, pour mener son propre coup d'État et déclencher un massacre gigantesque, que le PKI était à l'origine de la tentative avortée de putsch et que l'organisation des femmes du PKI (la Gerwani) avait mutilé les cadavres des généraux. Il décréta l'état de siège à Djakarta et interdit les journaux ouvriers et progressistes... qui ne reparaitront plus.

L'extermination des « infidèles », des « traîtres à la patrie » et des « sorciers » s'étendit progressivement à tout l'immense territoire jusqu'en novembre 1967. Comme la tâche d'extermination était colossale, l'état-major s'assura le concours de bandes fascistes, généralement vêtus de chemises noires : jeunesses du PNI, islamistes du Muhammadiyah (Ensemble des partisans de Mahomet) ou du Nahdlatul Ulama (NU) et de son organisation de jeunesse (Ansor), fanatiques chrétiens et hindous, pseudo-syndicat lié à l'armée (SOKSI), organisations de tueurs mises en place par Suharto chez les étudiants et lycéens (KAMI, KAPPI).

Le 8 octobre 1965 à Jakarta, les islamistes du NU et les fanatiques du Parti catholique brûlèrent le siège du PKI et exécutèrent ses militants. Les massacres furent particulièrement cruels dans les fiefs islamiques comme à Aceh, où les milices musulmanes exterminèrent les membres du PKI et leurs conjoints ou conjointes en quelques jours sans intervention militaire. Dans les régions dominées par le NU, les communistes

furent massacrés souvent par famille entière et avec mutilation sexuelle, les bandes d'Anson en profitèrent pour massacrer leurs adversaires politiques ou religieux comme des membres du PNI et des hindouistes. Dans le centre et l'est de Java, l'amoncellement de cadavres obstrua même des cours d'eau.

On rapporte que des régiments de l'arrière-pays ont exécuté des milliers de communistes après leur interrogatoire dans des prisons éloignées. Armées de sortes de machettes appelées parangs, des bandes islamistes ont encerclé la nuit les maisons des communistes, massacrant les familles entières et enterant les cadavres dans des fosses communes. La campagne de meurtres perdit toute vergogne dans l'est de Java où les milices musulmanes empilèrent les têtes de leurs victimes sur des piques et les exhibèrent dans les villages. Les massacres atteignirent une telle échelle que la multiplication des dépouilles a créé un problème sérieux d'hygiène dans l'est de Java et le nord de Sumatra, où l'air humide empestait la putréfaction. Les voyageurs de ces régions racontent que les rivières et les fleuves furent littéralement obstrués avec des cadavres, entravant le transport fluvial. (Time, 17 décembre 1965)

À d'autres endroits, moins acquis aux islamistes, d'autres organisations prirent le relais, ainsi à Bali, les membres du PNI eux-mêmes prirent l'initiative du massacre, certains pour se dédouaner aux yeux du nouveau pouvoir, ainsi que les hindouistes, qui y jouèrent le même rôle que les islamistes à Java. Au nord de Sumatra, les travailleurs agricoles sympathisants du PKI et du SOBSI furent exterminés par les membres de la confédération SOKSI, proche de l'armée. À l'Ouest du Timor, des fanatiques catholiques menèrent la purge ; au Nord de Sulawesi, ce furent les protestants; à l'ouest de Bornéo, l'armée utilisa les dayaks qui exterminèrent au passage les Chinois. Dans les villes, les jeunes réactionnaires musulmans, catholiques et nationalistes exultèrent dans l'écrasement des syndicalistes qui y avaient mené de nombreuses grèves.

L'armée interdit tout déplacement aux journalistes étrangers, y compris des médias les mieux disposés à son égard.

Le stalinisme invente une « révolution » qui continuerait

Alors que le carnage avait débuté, la direction du PKI, sous l'influence de Moscou et de Pékin, imposa aux paysans et aux travailleurs de n'opposer aucune résistance.

Les premières consignes du parti après le 1^{er} octobre avaient été de temporiser, et ensuite plus rien n'est venu... la résistance fut très limitée, et on n'essaya pratiquement nulle part de recourir aux armes à feu.

(Jean-Louis Margolin, « Indonésie 1965 : un massacre oublié », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n° 1, 2001)

Alors qu'en coulisse Soekarno collaborait avec l'état-major en vue de sauver sa propre tête, le PKI persista à demander à ses membres de soutenir le « chef de la révolution indonésienne ». Le 15 octobre, le président nomma Suharto à la tête de l'armée. Le 24 novembre Aidit, dirigeant du PKI fut arrêté et exécuté, mais le PKI maintint le cap, jurant fidélité au président sur la touche, dont la seule fonction pour la junte était de cautionner le massacre.

Les bureaucraties étatiques qui avaient imposé au PKI la révolution par étapes, le front uni anti-impérialiste, la subordination à la bourgeoisie nationale et au bonaparte Sukarno, camouflèrent leur responsabilité dans la défaite historique du prolétariat indonésien. Pour cela, ils s'obstinèrent à prétendre qu'une révolution pouvait rester démocratique et qu'elle se poursuivait alors qu'en réalité, la classe ouvrière était écrasée sans pitié par une fraction de la bourgeoisie nationale, après avoir été paralysée par une autre.

*La trahison du PKI fut entérinée et renforcée par les bureaucraties staliniennes à Moscou et à Pékin. Le Kremlin blâma les éléments « putschistes » et « aventuristes » du PKI pour la défaite et appela sans se lasser à « l'unité » de la « révolution indonésienne » autour de Sukarno et du Nasakom (nationalisme, islam et communisme)... À une conférence tricontinentale à La Havane en février 1966, la délégation de l'URSS tenta par tous les moyens d'empêcher une condamnation publique de la terreur contre-révolutionnaire contre les masses indonésiennes. (Terri Cavanagh, *Lessons of the 1965 Indonesian Coup*, 1991, SLL / Australie, p. 28)*

Faute d'internationale ouvrière révolutionnaire, aucun parti indonésien n'avait pu prévenir du danger, défendre l'indépendance du prolétariat et sa prise en charge de la lutte nationale et démocratique, lutter pour la mobilisation des ouvriers et des paysans pauvres, proposer un front unique au PKI contre les menaces militaire et celles des fascistes mobilisés sous le drapeau du nationalisme et du fondamentalisme religieux.

La plus grosse section (LSSP) de la prétendue 4^e Internationale des révisionnistes pablistes —les ancêtres du NPA / France d'aujourd'hui— venait de constituer au Sri Lanka en 1963 un gouvernement de front populaire avec le parti stalinien (CPSL) et un parti bourgeois (SLFP de Sirima Bandaranaike). Après avoir chargé le parti stalinien d'accomplir la « révolution permanente », les révisionnistes minimisèrent, comme la



1970, le chef du « monde libre », Nixon, reçoit le meurtrier Suharto

direction du PKI, la contre-révolution. Ils soutinrent l'orientation du stalinisme vers la guérilla rurale qui les avait tant séduits à Cuba.

*La lutte n'est pas terminée en Indonésie. Une partie des cadres communistes a pu prendre le maquis. Le mécontentement des masses affamées augmente de jour en jour... (Ernest Mandel, « Leçons de la défaite indonésienne », *La Gauche*, novembre 1965)*

1966 : l'Ordre nouveau du sanglant Suharto

Le massacre fit 200 000 morts selon les estimations les plus basses mais les dernières enquêtes prenant en compte le massacre et ses suites portent ce bilan à 1 million de victimes.

*Les plus pauvres (paysans sans terre, micro-exploitants), les marginaux en tout genre paraissent avoir fourni le gros des victimes. (Jean-Louis Margolin, « Indonésie 1965 : un massacre oublié », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n°1, 2001)*

Outre les assassinats massifs, 1 500 000 personnes furent arrêtées au moment du coup d'État ou dans les années qui suivirent, au moins 750 000 personnes furent internées et torturées pour la plupart dans le camp de concentration de l'île de Buru. Les survivants qui furent libérés les années (voire les décennies) suivantes restaient signalés comme anciens prisonniers politiques par une mention sur leurs papiers d'identité (ET, Ex-Tapol), surveillés et interdits de travail dans certaines institutions (secteur public, université...) jusqu'en 1999. Durant une vingtaine d'années, des procès eurent lieu condamnant des membres du PKI ou d'organisations ouvrières, paysannes, féminines et de jeunesse, souvent à mort.

Aujourd'hui encore, la haine des communistes est toujours enseignée dans les écoles, les mêmes justifications et calomnies sont véhiculées par les médias, les manuels d'histoire, les partis islamistes.

En mars 1966, la junte militaire dirigée par le général Suharto destitua Sukarno et proclama « l'Ordre nouveau ». La première mesure fut d'interdire le PKI.

Bien sûr, les entreprises capitalistes profitèrent de la situation pour se débarrasser des organisations syndicales. Par exemple, dans l'usine Goodyear de Sumatra où les travailleurs étaient massivement organisés dans le SOBSI dirigé par le PKI, les militants syndicaux furent assassinés en 1965 et les autres ouvriers vinrent travailler encadrés par des militaires armés, au moins jusqu'en 1967.

L'Indonésie n'était plus neutre ; la dictature sanglante et totalitaire se rattacha au « monde libre ». Dès l'annonce des massacres, la bourgeoisie impérialiste par intermédiaire de ses médias exulta, le *New York Times* félicita « les modérés » indonésiens, parla d'une « coulée de lumière en Asie », le *Time* salua « la meilleure nouvelle depuis des années pour l'Occident en Asie », *The Economist* s'enthousiasma pour le « bienveillant général ». Le futur président américain républicain Nixon tira un bilan favorable du coup d'État soutenu par le président démocrate Johnson.

*Avec ses 100 millions d'habitants et son arc insulaire de 4 500 km renfermant le plus riche trésor de ressources naturelles de la région, l'Indonésie constitue le gros lot. (Richard Nixon, « Asia after Vietnam », *Foreign Affairs*, octobre 1967)*

L'écrasement sans combat des travailleurs indonésiens et de toutes leurs organisations démoralisa le mouvement ouvrier mondial et facilita l'intervention américaine au Vietnam.

Le pays retrouva la bénédiction de la Banque mondiale et du FMI, des investisseurs étrangers, en particulier les groupes capitalistes des États-Unis et du Japon. L'armée fut plus que jamais équipée par les États-Unis, ce qui lui permit d'envahir le Timor-Oriental en 1975 et d'y mener un génocide jusqu'en 1978.

Le régime militaire s'appuya, au fil de son déclin, sur les agents locaux de la réaction islamiste internationale.

*Au milieu des années 1980, la position du pouvoir à l'égard de l'islam militant changea du tout au tout. Se sentant menacé par le mécontentement d'une large partie de l'armée à l'égard de la mainmise croissante de ses proches sur l'économie du pays, le président Suharto voulut s'appuyer sur le renouveau islamique du pays pour rééquilibrer son régime. (Rémy Madinter, *L'État indonésien face à l'extrémisme religieux*, Ministère de la défense français, 2011, p. 16)*

1998 : la chute de Suharto et la montée de l'islamisme

Il a fallu attendre 1997 pour que le despotisme de l'Ordre nouveau, la corruption de la famille Suharto, la crise économique est-asiatique, alimentent les manifestations de nouvelles générations qui ont chassé le vieux dictateur en 1998 et reconquis certaines libertés. Mais la réaction islamiste donne le ton de la transition et protège la bourgeoisie.

Les explosions de violence se multiplièrent de 1996 à 2004. Leurs deux cibles préférées furent les hommes d'affaires d'origine chinoise, dont la prospérité était de longue date jalouée, et les chrétiens qui, bien que minoritaires (autour de 9 %) et vulnérables, étaient accusés de conspiration contre l'islam. Les moments les plus spectaculaires de ces violences furent, d'une part, la « guerre sainte » (djihad) contre les chrétiens des Moluques et des Célèbes de 1998 à 2001 qui fit entre 5 000 et 10 000 morts et un demi-million de personnes déplacées ; et, d'autre part, les sanglants attentats de Bali en 2002, puis ceux de Jakarta en 2003 et 2004 ... Ce déchaînement de violence commença avec la décomposition du régime de Suharto, puis la tentative islamiste de son successeur réformiste Habibie (1998-1999) ; il se poursuivit sous les deux présidents suivants, le religieux fantasque Abdurrahman Wahid, puis Megawati, fille de Sukarno. (Marc Gaborieau, Archives de sciences sociales des religions, octobre 2006)

En 2009, le général Yudhoyono (PD, un parti bourgeois), lui-même un militaire de l'ère Suharto, a gagné de nouveau l'élection présidentielle. La police a toléré les agissements des islamistes contre les loisirs et contre les minorités.

Le retard économique a contraint plus d'un million de travailleurs indonésiens (et autant de malaisiens) à trouver un emploi (travail domestique, chantiers...) dans les monarchies islamistes du Golfe arabo-persique (Arabie saoudite, Émirats arabes unis...) qui les traitent souvent comme des esclaves.

Des millions de travailleurs contractuels en provenance d'Asie et d'Afrique, y compris environ 2,4 millions de travailleuses domestiques dans les pays du Golfe, sont soumis à toutes sortes d'abus, notamment au non-paiement de leurs salaires, à la confiscation de leurs passeports, à des sévices physiques et au travail forcé. (HWR, Pays du Golfe : Il faut améliorer la protection des travailleurs migrants, 23 novembre 2014)

La hausse des salaires en Chine a conduit à un transfert vers le Vietnam et l'Indonésie de la production de chaus-

sures et de vêtements, ce qui augmente la classe ouvrière industrielle.

En 2014, Joko Widodo (PDI-P, un parti bourgeois qui se revendique de Sukarno) a été élu président. Le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant, sans lui accorder la moindre confiance, doivent profiter de ce répit pour :

- se rappeler que les gouvernements des pays dominants ne défendent pas la démocratie, mais les intérêts de leurs groupes capitalistes et qu'ils recourent à toutes les manœuvres, à toutes les violences, à tous les régimes pour les préserver s'ils les estiment menacés ;
- comprendre que l'armée est une institution au service des exploiters indonésiens et de la bourgeoisie impérialiste, qu'il faut disloquer en s'appuyant sur les masses et leurs enfants conscrits ;
- identifier le fondamentalisme religieux comme un faux anti-impérialisme et une véritable contre-révolution comme l'ont montré le rôle des fanatiques musulmans, chrétiens et hindouistes dans la contre-révolution sanglante de 1965 et aussi, à l'étranger, le rôle du fascisme « islamiste » en Iran, en Syrie, en Irak ;
- tirer les leçons de la faillite du stalinisme dans le pays et aussi dans les pays proches : le PCJ a soutenu l'occupation du Japon par les États-Unis et reconnu l'empereur ; le PCK a réduit le peuple cambodgien en esclavage, le PCC et le PCV ont rétabli le capitalisme en Chine et au Vietnam, etc. ;
- retrouver l'esprit révolutionnaire de l'ISDV-PKI au début, revenir au marxisme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky.

L'avant-garde doit se regrouper dans un parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste.

Sa stratégie reposera sur la révolution permanente : aucune confiance à une aile quelconque de la bourgeoisie, alliance des travailleurs salariés avec les paysans pauvres et les étudiants, transformation de la lutte pour les revendications économiques et démocratiques en révolution socialiste.

Son programme comprendra l'expropriation des propriétaires fonciers, la rupture avec l'impérialisme, l'émancipation des femmes, la fin des castes là où elles subsistent, la séparation de l'État d'avec toutes les religions, la satisfaction des revendications des ouvriers et des employés, les droits démocratiques des conscrits, le démantèlement de l'armée, l'armement du peuple, le gouvernement ouvrier et paysan, la fédération socialiste d'Asie de l'est et d'Océanie.

8 mars 2016

Pour vaincre le gouvernement : rompre le « dialogue social », s'organiser pour se défendre et imposer la grève générale !



30 mars, université Paris 1

Le mercredi 23 mars, le projet de loi Hollande-Valls-El Khomri a été présenté au conseil des ministres. Voici le compte-rendu officiel du gouvernement :

Cette réforme, préparée depuis l'automne 2015, a été élaborée en étroite concertation avec les partenaires sociaux, conformément à la méthode de dialogue social que le gouvernement met en œuvre depuis le début du quinquennat. Elle a fait l'objet de débats vifs et nourris, mais constructifs, qui ont permis d'aboutir à un texte équilibré, sans renoncer à son ambition. Le projet contient les ajustements annoncés lors de la conférence tenue le 14 mars dernier avec les organisations syndicales de salariés, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations de jeunesse.

Le « dialogue social » est la première arme du gouvernement pour faire passer ses attaques au compte de la classe capitaliste, éviter l'affrontement avec la classe ouvrière, associer les directions syndicales à la discussion de ses plans, amender à la marge pour au bout du compte garder l'essentiel, permettre que le Parlement vote.

Après les puissantes manifestations d'étudiants, lycéens et salariés du 9 mars pour le retrait pur et simple du projet de loi, le gouvernement a donc poursuivi le « dialogue social » sur son projet de loi avec les directions syndicales. Non seulement la CFDT, l'UNSA... s'y sont rendues, mais aussi les directions syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF... : qu'y avait-il donc encore à discuter avec le gouvernement ? L'exigence du retrait pur et simple du texte implique la rupture immédiate du « dialogue social », de la « concertation » avec le gouvernement !

Côté cour, le gouvernement dialogue avec les bureaucrates syndicaux ; côté jardin, il matraque les jeunes. Le gouvernement a préparé soigneusement la répression des manifestations étudiantes et lycéennes du 17 mars, les fermetures administratives des universités pour empêcher les étudiants de se réunir, l'entrée des CRS dans les enceintes universitaires, le tabassage et le matraquage des manifestants, sans parler de l'irruption soudaine de casseurs dans les manifestations dans le seul but de faire

peur et de discréditer les étudiants et lycéens. La « guerre au terrorisme » et l'état d'urgence servent à recruter toujours plus de flics, facilitent la répression des jeunes et des travailleurs (surtout quand ils sont noirs et arabes).

Les assemblées générales doivent organiser leur service d'ordre pour expulser les provocateurs des manifestations, pour protéger les cortèges. Les étudiants et les lycéens doivent obtenir l'appui des services d'ordre des syndicats ouvriers, des organisations politiques du mouvement ouvrier. Pour décider et contrôler elles-mêmes leur mouvement, les AG doivent élire leur comité de grève pour organiser la grève et les manifestations, avec des délégués mandatés, élus et révocables, centraliser leur combat dans une coordination nationale des comités de grève pour éviter l'éparpillement, les actions isolées et les diversions, pour dresser la force unie de tous les travailleurs et jeunes contre le gouvernement.

Le gouvernement compte justement sur l'éparpillement et l'essoufflement de la lutte par la multiplication des journées d'action décrétées par les sommets syndicaux qui n'ont pas l'objectif de le faire céder, mais de couvrir leur collaboration au projet, de dévoyer le mécontentement, de protéger le gouvernement. Déjà en 2003 comme en 2010, les puissantes mobilisations pour défendre les retraites s'étaient peu à peu dissoutes dans la succession de journées d'action, reconductibles ou pas, décidées par les directions syndicales qui demandaient à réécrire les projets, ce qui a conduit à la défaite. Assez de défaites qui encouragent l'attaque suivante ! Pour obtenir le retrait pur et simple du projet de loi, il faut affronter le gouvernement avec l'objectif de le vaincre.

Dans leur communiqué du 24 mars, les chefs syndicaux CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL déclarent :

À l'issue de la journée du 31, le gouvernement doit répondre. Si tel n'était pas le cas, les organisations signataires inviteront les salarié-es à débattre la poursuite de l'action dans les jours suivants et à renforcer les mobilisations, y compris par la grève et les manifestations.

La seule réponse acceptable du gouvernement, c'est le retrait pur et simple du texte !

Si le gouvernement se trouvait confronté à la grève générale des étudiants, des lycéens, des salariés, il ne tiendrait pas un seul jour et le projet de loi Hollande-Valls-El Khomri volerait en éclats.

Voilà ce qu'il faut imposer aux dirigeants des syndicats.

30 mars 2016

groupemarxiste.info